ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1296 - 7 mai 1993 - prix : 9 F

29, 30, 31 mai

la Fête de Lutte Ouvrière

(p16)

La "potion amère" du gouvernement

TOUJOURS L'AUSTÉRITÉ C'EST (BALLA)DUR À AVALER !

(voir p 4 et 5)

M 6189 - 1296 - 9,00 F

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

BÉRÉGOVOY, UNE POLITIQUE AU SERVICE DE LA FINANCE

Il faudrait être dépourvu de toute parcelle d'humanité pour ne pas être profondément affligé en pensant à l'angoisse, à la douleur morale, au désespoir de qui que ce soit qui en vient à se supprimer.

Cela dit, il faut bien avouer que dans tout le concert de lamentations, voire de louanges posthumes, qui, de la gauche à la droite, commente le suicide de Bérégovoy, il y a une dose d'hypocrisie qui dépasse de loin le vraisemblable.

A gauche, on en profite pour faire entendre que toutes les attaques sur les scandales qui ont touché les hommes du Parti Socialiste ne devraient pas faire partie des moeurs politiques. Non content de cela, Mitterrand, lors des obsèques de Bérégovoy, a transformé son oraison funèbre en éloge de la politique d'austérité qu'il a menée.

A droite, on est un peu gêné et Balladur a reporté de plusieurs jours l'exposé de son propre programme de mesures d'austérité pour avoir le temps de mettre un bémol à la description catastrophique de la situation économique laissée par Bérégovoy, qui serait, selon lui, responsable de tout.

On ne sait pas ce qui a poussé Bérégovoy au suicide.

Certains avancent l'histoire du prêt (sans intérêts et sans échéances de remboursement) du million qu'il a reçu de Patrice Pelat.

D'autres disent qu'il n'aurait pas supporté de voir méconnaître les réussites de sa politique pour maintenir le franc et empêcher l'inflation, pour maintenir les marchés financiers français, même au détriment de la lutte contre le chômage. Certains commentateurs appellent cela avoir réconcilié le socialisme avec la Bourse.

Evidemment, si l'une, l'autre ou les deux de ces raisons sont bonnes, il n'y a peut-être pas de quoi se suicider, mais on peut comprendre la rancoeur de Bérégovoy devant l'ingratitude de la bourgeoisie et de ses représentants patentés.

La seule chose qu'on ne nous dit pas, c'est que Bérégovoy aurait pu se suicider à cause du regret qu'il avait d'avoir, par sa politique, toléré que tant de gens soient réduits au chômage et peut-être même que quelques-uns en aient été assez désespérés pour se suicider.

On ne nous dit pas que Bérévogoy se serait suicidé parce qu'il regrettait que la classe ouvrière ait été démoralisée, depuis 10 ans, que les valeurs de la gauche se soient effondrées au point que l'électorat du Parti Communiste se soit effondré de 50 % avant que celui du Parti Socialiste subisse le même sort.

On ne nous dit pas que Bérégovoy regrettait que la classe ouvrière ait pu le maudire, depuis dix ans, en tant que ministre des Finances puis Premier ministre.

On ne nous dit pas qu'il regrettait qu'on puisse dire qu'il a réconcilié le socialisme avec la Bourse plutôt que le socialisme avec les travailleurs.

Evidemment, Bérégovoy est issu de la classe ouvrière. Mais il l'a reniée. Il a fait carrière et a monté les échelons jusqu'au poste de Premier ministre.

Mais les barreaux sur lesquels il s'est appuyé sont ceux du syndicalisme et ceux de la politique de partis dits de gauche. Il a trahi la classe ouvrière pour servir la bourgeoisie.

Peut-être s'est-il suicidé parce que sa trahison ne lui avait pas valu la reconnaissance de ceux pour qui il l'avait fait. Mais la bourgeoisie n'a pas de telles reconnaissances.

On lui a reproché son million, à peine le double de ce que Chirac est capable de dépenser en un réveillon, Chirac à qui personne ne reproche rien du côté des financiers. S'est-il senti floué ?

Il a réduit la classe ouvrière à l'inactivité et au désespoir et maintenant qu'il l'a fait, le patronat peut confier le pouvoir à d'autres. Pour obtenir, au moins dans les mots hypocrites ou les larmes de crocodiles, un semblant de reconnaissance, il a dû se donner la mort. Belle carrière.

Etait-il plus sincère que ceux qui vont se servir de sa mort pour justifier leurs actes passés et à venir ? Peut-être !

Ce qu'il a été, sûrement, c'est plus faible que bien d'autres qui mériteraient dix fois la mort pour leurs trahisons et pour leurs saloperies, et qui ne risquent surtout pas de se la donner eux-mêmes.

Arlette LAGUILLER

Après le suicide de Bérégovoy

QUAND LES POLITICIENS PRENNENT DES CANARDS COMME BOUCS ÉMISSAIRES

AFP

Décidément, ils ne changeront jamais ! Mettant à profit le suicide de Bérégovoy, un certain nombre de têtes d'affiches du monde de la politique ont en fait plus parlé d'elles-mêmes que du disparu. La gent politicienne serait, selon ces récriminations, prise en otage, victime de la vindicte des médias, assaillie par les caricaturistes, et elle se lance dans une défense, platement corporatiste, de la profession, toute tendance politique confondue.

Eh oui, il faudrait avoir le droit de s'en mettre dans les poches au passage tout en fournissant aux puissances d'argent les moyens de prospérer, sans qu'on ait le droit de rien dire. Ce serait, voyez-vous, une atteinte à la vie privée des politiciens !

Mais eux s'arrogent la possibilité de mettre en cause la vie privée de centaines de milliers d'hommes et de femmes du peuple, tout simplement en étant les instigateurs d'une politique qui se traduit par des milliers et des milliers de licenciements, par la dégradation des conditions d'existence dans des milliers de foyers, sans que cela les trouble le moins du monde. Ils s'en font même parfois une gloire. On les voit poser dans des postures qui se veulent historiques. Ils ne sont pas chiches en comparaisons de pacotille. Hier on disait de Bérégovoy qu'il était un "Pinay de gauche". Demain on nous parlera sans doute d'un "Bérégovoy de droite".

Eh oui, les hommes politiques, non contents de se voter périodiquement des lois d'amnistie qui, d'une façon ou d'une autre, aident à passer l'éponge sur leurs petites ou grandes combines, voudraient être à l'abri de la critique, et encore plus des lois qu'ils prétendent appliquer sans faiblesse aux citoyens. Ils voudraient conserver le privilège de se conduire en guignols sans être pris pour cible aux "guignols de l'information", et sans être choisis parmi les marionnettes-vedettes du "bébête-show". Encore qu'il ne leur déplaît sans doute pas d'avoir leur binette caricaturée dans ces émissions, qui témoignent qu'ils font partie du club restreint des vedettes du show-biz de la politique. On peut aussi cabotiner en critiquant le vedettariat et la dictature des médias. La preuve !

D'ailleurs qui a-t-on vu, parmi ceux qui sont montés les premiers au créneau, en donnant le plus de la voix, ou de la plume ? Jack Lang, qui ne rate pas une occasion de parler dans le poste – essentiellement de lui – dès qu'un micro ou une caméra se trouve dans un rayon de quelques kilomètres de sa personne. Il s'indigne du rôle de la justice et de la presse. Laurent Fabius, qui fut, il n'y a guère, mis sur la sellette à propos de l'affaire du sang contaminé, lui, n'a pas pu se priver de faire, à cette occasion, une petite phrase, décochée cette fois à la presse : *"Il y a des mots, des caricatures, des images qui ont la puissance des balles"* a-t-il écrit dans une tribune libre publiée dans *Le Monde*. Tout en sobriété !

Et puis Léotard, qui fut lui aussi sous le feu des projecteurs de l'actualité judiciaire pour une histoire de permis de construire, et de trafic d'influence – ce qui n'a nullement nui à sa carrière puisque le voilà ministre de la Défense – a pris sa petite revanche en s'en prenant à la presse et en particulier au *Canard Enchaîné*. Il n'y a pas été de main morte, si l'on peut dire, en parlant de meurtre, non signé... et même, excusez du peu, d'un *"fascisme élégant"*, celui d'une certaine presse.

Au départ, il y a un drame. Mais tous ces comédiens s'empressent d'en faire une farce dont ils sont les envahissants personnages.

Les journalistes se rebiffent, non sans raison. Ils se plaignent d'être pris comme boucs émissaires dans une affaire où ils ne sont pas les maîtres d'œuvre – car qui connaît et révèle toutes ces "histoires" à la presse, sinon ceux qui en ont connaissance, des proches du pouvoir ou de l'administration qui distribuent des coups et règlent des comptes de cette façon ? Quoi, clament-ils, *"et le droit à l'information !..."* *"Après tout,* se défendent-ils, *nous ne faisons que notre métier"*. C'est là une hypocrisie qui répond à une autre. Car si la grande presse n'est pas responsable des scandales qu'elle révèle parfois, non sans calculs soit politiciens, soit bassement commerciaux, elle participe à un jeu où tout se fait à fleurets mouchetés et où les révélations servent surtout à masquer l'essentiel des problèmes.

L'exigence de la vérité, la volonté d'informer s'arrêtent souvent bien vite. Elles transgressent rarement les décisions d'un Bouygues, d'un Hersant, d'un Suard, le PDG d'Alcatel, propriétaire du *Point* et de *l'Express*, d'un Michelin ou de la famille Peugeot. Elles s'arrêtent respectueusement en deçà du mur de l'argent.

L'unanimité des lamentations à propos de la mort de Bérégovoy a été présentée par certains comme un exemple de décence donné par le monde politique. Elle aura été surtout, comme souvent en pareille circonstance, un beau déluge d'hypocrisie.

Jean-Pierre VIAL

FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE À MARSEILLE

Dimanche 9 mai
à partir de 11 h 30
Parc de loisirs de Valabre, Gardanne.

Au programme des débats :

- l'URSS, Mai 68 vingt-cinq ans après,
- la Somalie ; expositions commentées, films.

Et puis des jeux, et le midi l'estouffade de bœuf provençale, le soir la soupe au pistou !

PENTECÔTE 93
29, 30, 31 mai
FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE
PRESLES
(Val d'Oise)

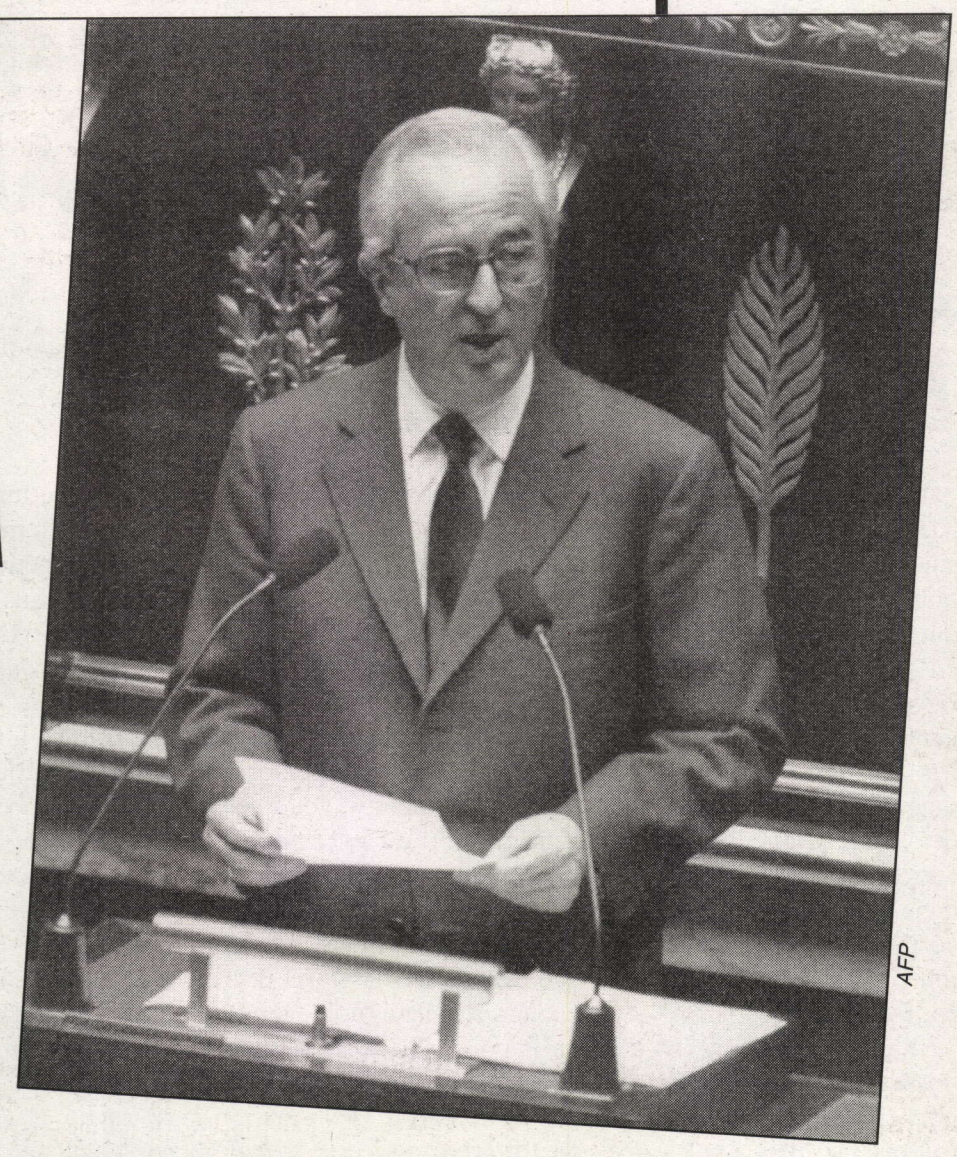
(Voir page 16)

PLUS DE 1 500 000 F pour la souscription de LUTTE OUVRIÈRE

La souscription ouverte lors de notre dernière campagne pour les élections législatives a recueilli, selon les derniers chiffres parvenus :
1 531 994 F.
Merci à tous ceux qui nous ont aidés.

Le rapport de Balladur sur la situation économique

DE NOUVELLES MESURES D'AUSTÉRITÉ EN PRÉPARATION


AFP

Si la publication du rapport concernant les déficits budgétaires et sociaux a été retardée de quelques jours, pour permettre sans doute au nouveau gouvernement de rectifier un peu les formulations accusant Bérégovoy de tous les maux, ce document ne devrait pas livrer de grandes révélations. Car l'essentiel de ce constat est d'ores et déjà connu.

En ce qui concerne le budget de l'Etat, le déficit pourrait atteindre 330 milliards de francs cette année, celui de la Sécurité sociale atteindrait une soixantaine de milliards, auxquels s'ajoutent entre autres une douzaine de milliards au titre de l'Unedic. Au total, les prévisions font état d'un déficit global en 1993 de 410 à 430 milliards, et l'on pourrait atteindre plus de 500 milliards en 1994.

Ce déficit n'est d'ailleurs pas perdu pour tout le monde. En tout cas, pas pour ceux qui financent les emprunts destinés à boucler les budgets publics. En 1995, les intérêts de la dette contractée par l'Etat pourraient absorber entre 20 et 25% de son budget.

Mais il y a paraît-il urgence, car la situation économique du pays se dégrade au fil des mois. Alors par exemple que le budget de l'Etat tablait cette année sur une augmentation de la production de 2,6%, la tendance étant à la récession, cette production devrait en réalité diminuer de 0,4 à 0,5%. Parallèlement le chômage, qui affichait le mois dernier une hausse de 1,4%, devrait s'aggraver pour atteindre 150 000 à 200 000 chômeurs supplémentaires d'ici la fin 1993. Rien que pour les comptes de la Sécurité sociale, le manque à gagner pèsera lourd ; les experts estiment en effet que 100 000 chômeurs en plus représentent 7 milliards de rentrées perdues.

Mais au-delà, ce constat sur la situation économique du pays sert surtout à conditionner l'opinion publique, afin de faire accepter de nouveaux sacrifices au nom de la crise et de la "solidarité". Et si Balladur laisse entendre que la potion qu'il prépare sera amère, on voit à qui il compte s'en prendre en priorité avec l'annonce du blocage des salaires imposé aux fonctionnaires.

Outre le relèvement des taxes sur l'essence (autour de 20 centimes par litre), il serait surtout question de relever le taux de la Contribution Sociale Généralisée, cette "CSG" prélevée en principe sur tous les revenus, à 2,1 ou 2,4%, au lieu de 1,1% actuellement. Cette mesure, présentée comme "équitable" puisqu'elle concerne l'ensemble des revenus, du moins, ceux qui sont déclarés, devrait rapporter à l'Etat autour de 35 milliards supplémentaires. Un seul aspect de cette réforme provoquerait des discussions entre les deux principales composantes de la majorité : la déductibilité de cette ponction sur les impôts. Une fleur dont bénéficieraient bien sûr les plus gros contribuables, qui pourraient ainsi récupérer d'une main ce qu'ils devraient donner de l'autre.

Autre volet du projet Balladur : la réduction des dépenses de santé. Arguant du prétendu "trou" de la Sécurité sociale et d'une progression jugée trop rapide des dépenses, il serait question d'une nouvelle augmentation du forfait hospitalier et d'introduire un forfait non remboursable, pas plus par la Sécurité sociale que par les mutuelles, appliqué à toutes les ordonnances médicales. Parallèlement, les fermetures de lits devraient s'accélérer dans les hôpitaux publics. Enfin, mais à moyen terme, le gouvernement préparerait une révision en profondeur du régime des retraites, avec un allongement de la durée des cotisations et une modification du mode de calcul des pensions.

Bref, blocage des salaires, augmentations des impôts et recul des prestations sociales, le nouveau gouvernement s'apprête, comme tous ceux qui l'ont précédé depuis plus de dix ans, à faire payer à la fraction la plus pauvre de la population les conséquences d'une crise dans laquelle elle n'a aucune part de responsabilité. En revanche, au nom de la santé de l'économie et des entreprises, il n'est nullement question de remettre en cause les avantages, abattements fiscaux et exonérations de charges notamment, qui ont été concédés au patronat. Des avantages qui, tout comme les licenciements, sont pourtant les premiers responsables du déficit des comptes publics.

Roger MEYNIER

Le régime de l'assurance-maladie

UN MALADE MALGRÉ LUI

Les comptes de la Sécurité sociale afficheraient pour l'ensemble des branches (retraites, maladies...) un déficit de plusieurs dizaines de milliards de francs.

On pourrait s'interroger sur les causes réelles du déséquilibre de chacune des branches, mais en ce qui concerne le déficit du régime général de l'assurance-maladie, au nom duquel le gouvernement voudrait réduire les prestations, il y a au moins une explication simple. En réalité, le régime maladie ne serait pas si malade que cela, ou du moins, s'il est en difficulté, cela n'a rien à voir avec les prétendus "abus" des assurés.

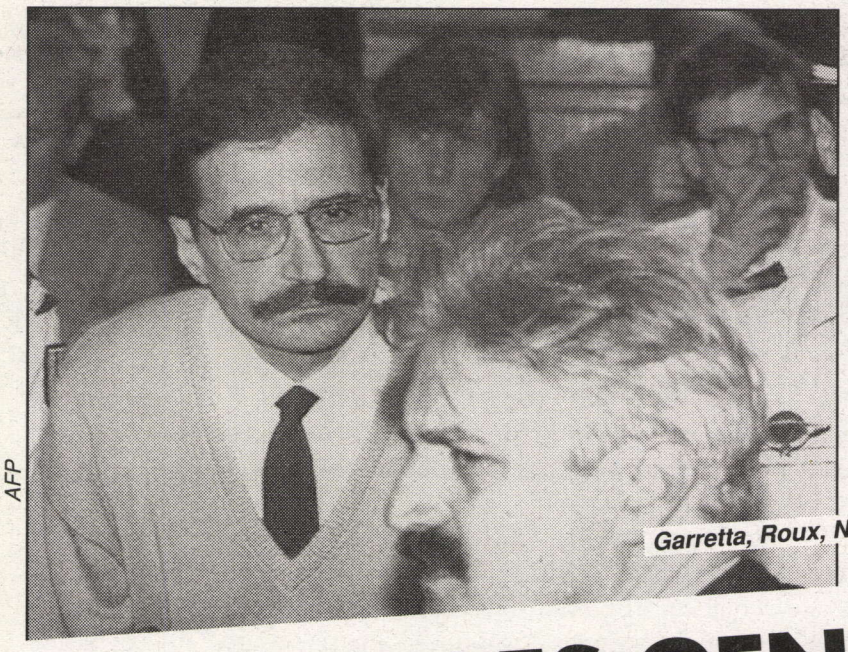
Ainsi, alors que le déficit de la branche "maladie" s'élevait en 1992 à 5,6 milliards de francs, l'ensemble des sommes que l'Etat lui devait à divers titres (formation du personnel médical, taxes sur le tabac ou régimes étudiants) s'établissait à 6,25 milliards. De quoi largement combler le "trou" ! Par ailleurs, l'Etat laisse à la charge du régime général un certain nombre de prestations sociales qui en fait lui incombent, comme l'assurance volontaire ou les prestations versées aux adultes handicapés. Le tout représentait une charge de 23,3 milliards en 1992, soit un milliard de plus que le déficit cumulé mis en avant à l'époque (22,3 milliards).

Voilà des chiffres et des faits qui amènent à se poser bien des questions ; le fameux "trou" du régime maladie a tout d'une fiction comptable. Mais au-delà, c'est en fait tout le déficit avancé pour l'ensemble de la Sécurité sociale qui est à mettre en doute.

Car ces comptes sont sans doute bien utiles aux gouvernants pour justifier aux yeux des assurés les augmentations des cotisations et les diminutions des prestations, comme si les travailleurs, les retraités, les chômeurs coûtaient plus à l'Etat et à la société qu'ils ne lui apportent ; alors que c'est précisément eux qui créent ou ont créé toute sa richesse !

Second procès de l'affaire du sang contaminé

AFP



AFP

Garretta, Roux, Netter et Allain à nouveau dans le box.

LA VIE DES GENS POUR DES AFFAIRES DE GROS SOUS

Le second procès de l'affaire du sang contaminé (procès en appel) s'est ouvert le lundi 3 mai. Il n'a pour l'instant pas encore vraiment abordé le fond du problème, puisqu'il a commencé par une longue bataille de procédure. Mais une fois cette bataille passée, abordera-t-il vraiment le fond ? Très vraisemblablement pas.

Bien sûr, dans le box des accusé il n'y a pas que des "lampistes". Il y a une partie de ceux qui portent une responsabilité dans les négligences et les décisions criminelles qui, pour de simples raisons d'économies financières, ont condamné à une mort quasi certaine 1 250 hémophiles et près de 4 000 transfusés, contaminés par le SIDA au cours de transfusions sanguines, dont 290 sont déjà décédés. Mais il n'y a qu'une partie des responsables seulement.

Le principal des accusés, le docteur Garretta, directeur du Centre National de Transfusion Sanguine, ainsi que son adjoint, lui aussi dans le box, connaissaient les risques encourus par les personnes transfusées, lorsqu'en juin 1985 Garretta avait dans une note de service réaffirmé encore que pour le CNTS *"les produits non chauffés restent la procédure normale tant qu'ils sont en stock"*.

Depuis mai 1983, les laboratoires américains avaient mis au point des produits sanguins ayant subi un chauffage qui supprimait les risques de contamination virale, et dont la prudence aurait voulu qu'on les adopte. En juin 1983, une première alerte avait été donnée par la découverte de quelques cas d'hémophiles présentant les symptômes du SIDA, puis une étude du CNTS, avant même l'arrivée de Garretta à sa tête, avait fait apparaître que 4% des donneurs de sang étaient "à risque" : ils pouvaient avoir contaminé une bonne partie du lot de sang disponible de cet organisme, puisque les produits sanguins qu'il délivrait provenaient d'un mélange de sang de nombreux donneurs.

Et puis début 1985 un rapport de médecins de l'hôpital Cochin était arrivé au ministère, signalant, après examen de santé de 2 000 donneurs, que les stocks de produits sanguins du CNTS avaient toutes les chances d'être contaminés... Le professeur Roux, directeur général de la Santé à l'époque, entre les mains de qui est passé le rapport, est aussi dans le boxe des accusés. Le ministre de la Santé n'y est pas. Le Premier ministre, Fabius, non plus. Et les associations de victimes s'indignent à juste titre de cette dérobade.

Car le problème posé par l'affaire du sang contaminé dépasse la responsabilité même d'un Garretta ; c'est celui d'une société où tout, même la vie des gens, est une question d'argent. Arrivé à la tête du CNTS, connaissant les risques encourus par les malades, le docteur Garretta a commis finalement le crime de se conduire comme un vulgaire homme d'affaires (qu'il est aussi par ailleurs dans le privé, en dehors de ses fonctions publiques). Pour lui, détruire les stocks de produits sanguins dangereux aurait causé quelque 23 millions de francs (selon les chiffres donnés par la presse) de déficit à l'organisme dont il venait de devenir l'ambitieux directeur, voire aurait mis en cause l'efficacité de sa gestion. Mais il n'est pas seul, loin s'en faut, à se conduire de la sorte en matière de santé.

Ainsi c'est très vraisemblablement pour de simples raisons de protectionnisme marchand qu'en février 1985 l'autorisation de l'utilisation d'un test américain de dépistage du SIDA n'était pas accordée en France, alors que le test mis au point par les laboratoires français ne pouvait pas encore être produit en quantité suffisante.

Bien plus encore que les responsables directs de l'affaire du sang contaminé, ce qui devrait être mis en procès c'est le fonctionnement d'une société où la santé elle-même est soumise à la course au profit, une société dont les directeurs des services publics ne sont souvent que des arrivistes, les yeux braqués sur leur profil de carrière (et souvent aussi sur leurs affaires privées), et dont les gouvernants sont aux petits soins pour les hommes d'affaires bien plus que pour la santé publique.

O.B.

FONCTIONNAIRES

Salaires bloqués en 1993 ?

Lundi 3 mai, tous les syndicats de la fonction publique ont été reçus à Matignon pour s'entendre dire que, pour cause de "partage des efforts", les quatre millions de fonctionnaires devraient se serrer la ceinture cette année. Balladur, flanqué du ministre de la Fonction publique André Rossinot, les a ainsi réunis pour leur annoncer que les salaires des agents de l'Etat, des hôpitaux, des collectivités territoriales seront gelés jusqu'à la fin de l'année ; que s'ils croient faire partie des "nantis", les fonctionnaires se mettent le doigt dans l'œil, parce qu'en fait ils sont "comme les autres Français", appelés à faire des efforts... Le ministre annonce qu'à part cela, il respectera la parole donnée par son prédécesseur Durafour, sur la rénovation de la grille des salaires, en particulier. De nouvelles négociations devraient avoir lieu... Plus tard, évidemment.

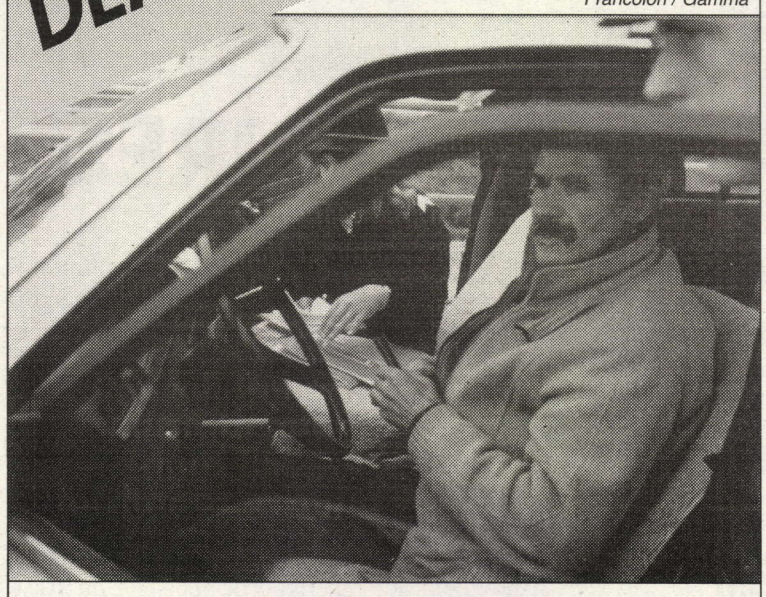
L'Etat devait donner l'exemple, le blocage de ces augmentations de salaires annonce la couleur du blocage des salaires pour tous. Et si les quatre millions de fonctionnaires se montraient décidés à les débloquer ?

TOUJOURS PLUS CHERE AUTOMOBILE

Une statistique informe que le prix de revient de la voiture en France pour 1992 a été en moyenne de 35 172 F, en hausse de 225 F sur 1991. Le péage a augmenté de 7,7%, l'assurance de 4,6%, l'entretien de 4,5%, la vignette de 3,3%. Et alors que le taux d'imposition du super atteint déjà 345%, le gouvernement envisage d'augmenter les carburants de 22 centimes.

Reste à calculer le pourcentage dont il faut augmenter les salaires, pour que des milliers d'ouvriers de l'automobile ne soient pas encore transformés en chômeurs.

UN MONDE SANS PATRIES NI FRONTIÈRES, CE N'EST PAS POUR DEMAIN !



Francolon / Gamma

La France n'appliquera pas dans un avenir prévisible l'accord de Schengen, qui prévoyait la libre circulation des personnes en Europe. Ainsi en a décidé le ministre des Affaires européennes, Lamassoure.

La construction européenne ressemble à la conclusion de la fable de La Fontaine *Perrette et le pot au lait* : *"Adieu veau, vache, cochon, couvée..."*. 1993 était censé être l'année de l'ouverture des frontières aux capitaux et aux hommes. On nous l'avait suffisamment claironné. On est loin du compte.

En fait, il y a des années que les partenaires européens se sont résignés à une Europe à plusieurs vitesses. L'accord de Schengen avait même été mis en route pour que la construction européenne ne soit pas paralysée par les réticences de la Grande-Bretagne, hostile à la levée du contrôle des personnes, sur laquelle le ministre UDF vient de s'aligner.

Après Schengen en 1990, 9 sur 12 des Etats membres de la Communauté européenne s'étaient déclarés d'accord pour y parvenir au 1er janvier 1993.

Et puis, 1993 s'approchant, on avait révisé à la baisse. Et le 1er janvier les frontières n'avaient été ouvertes qu'aux capitaux, aux services et aux marchandises. On avait remis au 1er juillet la suite du programme : les personnes. Ce que le ministre vient d'ajourner "sine die". Au passage, cela juge ce que valent les accords signés par des représentants des Etats capitalistes : des chiffons de papier.

Le prétexte invoqué est une vieille rengaine de ceux qui ne voient pas plus loin que les frontières de l'hexagone : le ministre prétend que la levée des contrôles douaniers sur les personnes favoriserait par trop le trafic de drogue et l'immigration clandestine. Comme si l'existence des frontières avait empêché trafics de drogue ou de main-d'œuvre depuis des dizaines d'années ! La soif de profit des patrons qui profitent de l'exploitation des travailleurs immigrés et celle des gros bonnets de la drogue se jouent depuis longtemps des obstacles que sont censées représenter les casquettes de la police des frontières.

Mais il faut bien constater que la démagogie sécuritaire du nouveau gouvernement suffit à faire capoter un aspect de la construction européenne. Et il est symbolique de constater que, lorsque les capitalistes et leurs représentants se mêlent d'unifier l'Europe, ils ne sont capables que d'une seule chose : faire circuler leur fric et leurs marchandises, et encore, pour autant qu'ils n'éprouvent pas le besoin un jour de ressusciter des barrières douanières qui, bien que baissées aujourd'hui, pourraient réapparaître demain.

J. F.

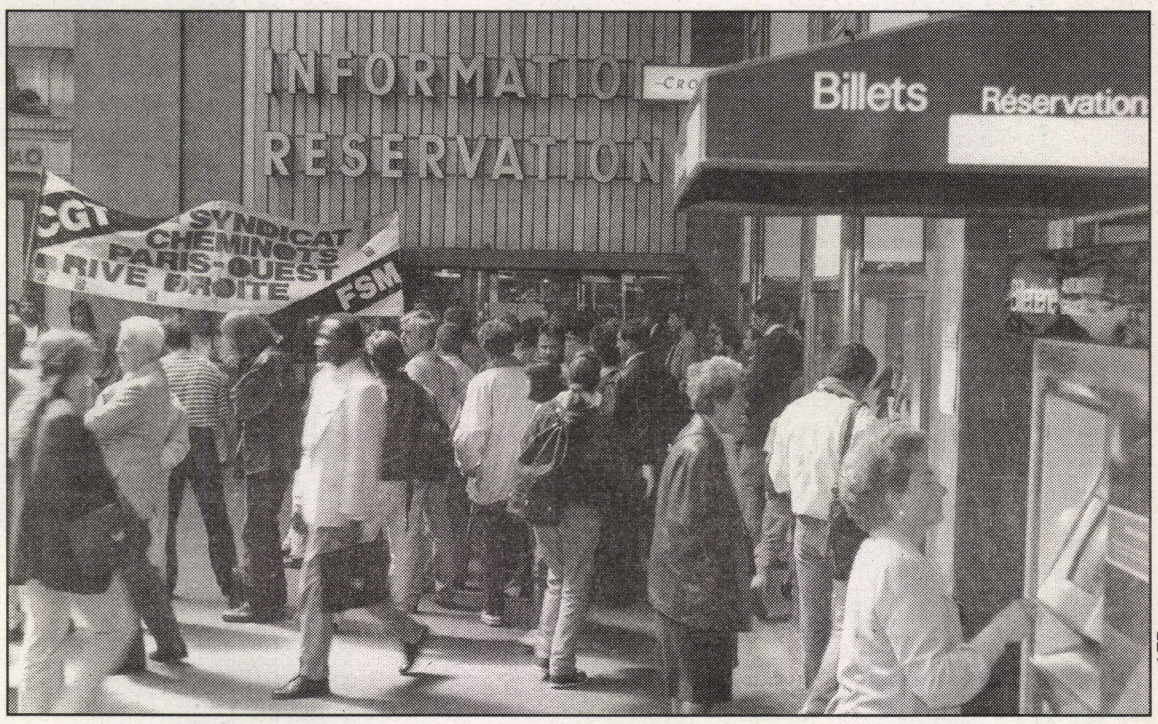
SNCF LES PROMOTEURS DE SOCRATE ONT LE CERVEAU LENT

Côté cheminots, l'accoutumance à un système complexe, lent et encore incapable de faire face avec efficacité à toutes les demandes des voyageurs, n'est pas pour demain. Ce n'est pas seulement à l'occasion du mouvement de grève lancé le 29 avril dernier par les fédérations syndicales que les guichetiers ont manifesté leur agacement, sinon leur colère. Chaque jour, en multipliant les pauses, en renonçant à traiter certains parcours, en appelant à la rescousse un encadrement aussi incompétent que perturbé par le mécontentement général, les guichetiers manifestent leur hostilité à un système qui, loin de les soulager, a aggravé les conditions de travail.

Du côté des voyageurs, outre le fait de perdre leur temps et, ce n'est pas rare, de manquer leurs trains, il leur faut payer plus cher, sans avoir les moyens de vérifier le prix demandé. Et les hôtesses embauchées pour expliquer aux voyageurs comment se servir des distributeurs automatiques, avec pour consigne de sourire imperturbablement, n'ont pas suffi à faire oublier l'addition.

En fait, Socrate réunit une telle unanimité contre lui que le nouveau ministre des Transports Bernard Besson a demandé une enquête sur son fonctionnement, marqué par *"l'impossibilité de délivrer certains billets, la durée excessive des opérations de vente ou les remboursements et échanges devenus trop difficiles"*. Une façon de reconnaître que tout ne va pas aussi bien que la publicité SNCF voudrait le faire croire. Ce que son président, Jacques Fournier, sait d'ailleurs parfaitement, lui qui vient de confirmer qu'il concoctait pour septembre un billet *"plus lisible"*, donnant *"le détail de la prestation fournie"*...

Le mécontentement des cheminots et la grogne des usagers commencent-ils à mettre un peu de sagesse dans la tête des promoteurs de Socrate ? Malheureusement, ceux-ci semblent avoir décidément le cerveau bien plus lent que le philosophe antique.



AFP

SOCRATE ANTI-OUVRIER

Grâce à Socrate, avec la nouvelle tarification prévue sur le TGV-Nord, un cadre SNCF avec son conjoint et 2 enfants paiera 168 F de réservation s'il voyage en 1re classe dans un train de niveau 3. Un cheminot avec sa conjointe et ses 2 enfants, empruntant le même train, aux mêmes horaires, paiera deux fois plus, 336 F... mais en 2e classe !

On soupçonnait Socrate de préparer des coups tordus. Mais celui-là, il fallait oser !

PLUS QUE "DES PETITS TROUS"

"Il y a des queues au guichet ? Les machines ne fonctionnent pas ? Prenez votre billet dans le train." Voilà le message que la direction a fait passer dans les journaux il y a quelque temps. Message reçu 5 sur 5 par les usagers, de plus en plus nombreux à monter dans le train sans billet. A nous, agents de train, de délivrer des billets à tour de bras et à longueur de train.

La SNCF est comme les généraux : prête à se battre jusqu'à la dernière goutte de sueur des autres.

En attendant, le plus simple est encore de laisser les voyageurs voyager gratis.

Extraits du bulletin* Lutte Ouvrière *SNCF Nord.

AFP

Allemagne

LA GRÈVE DES MÉTALLURGISTES DE L'EST

Lundi 3 mai, la fédération de la métallurgie allemande IG-Metall a lancé un mouvement de grève dans la métallurgie et la sidérurgie de l'ex-Allemagne de l'Est. Quelque 16 000 ouvriers d'entreprises métallurgiques de la Saxe (la région de Leipzig, Dresde, Chemnitz) et de quelques aciéries du Brandenburg (autour de Berlin) se sont mis en grève et étaient rejoints le lendemain par les ouvriers de plusieurs chantiers navals du nord du pays (de Rostock, Stralsund et Wismar), portant le nombre de grévistes à près de 27 000.

La revendication porte sur les salaires : fin février le patronat avait décidé de ne pas appliquer l'accord passé en 1991 pour le réajustement progressif de ceux de l'ex-RDA sur ceux de la partie ouest de l'Allemagne, et d'annuler la hausse des salaires de l'Est de 26 % pour la métallurgie et 21 % pour la sidérurgie qui aurait dû avoir lieu au 1er avril dernier. Avec ces augmentations, les salaires à l'Est n'auraient encore atteint que 80 % de ceux de l'Ouest – au lieu de 60 % environ aujourd'hui – et leur alignement sur les salaires occidentaux qui avait été promis pour la fin 1994 est repoussé aux calendes.

Les patrons allemands, comme ici les patrons français, arguent de leurs difficultés : l'augmentation prévue aurait risqué de conduire à la fermeture d'entreprises, disent-ils, la rentabilité à l'Est ne serait pas suffisante, et il faudrait respecter la "vérité des salaires". Moyennant quoi ils n'ont pour l'instant proposé en échange des hausses promises que des augmentations de 9 %. Les patrons, eux, n'ont pas été soumis à la "vérité des affaires" : ils ont reçu, depuis la réunification de l'Allemagne, subventions sur subventions pour les aider à accroître leur puissance et leur richesse en reprenant les entreprises de l'Est. Et quand ils ne les ont pas fermées pour ne reprendre d'elles que les marchés qu'elles avaient, ils y ont fait des réductions drastiques de personnel.

Les patrons utilisent aujourd'hui la pression qu'exerce sur les ouvriers le très fort taux de chômage à l'Est pour chercher à y maintenir aussi les salaires au plus bas.

Mais si 85 % des ouvriers de la métallurgie et de la sidérurgie est-allemande, dans les Länder où ils ont été consultés par le syndicat fin avril, avaient répondu oui à la grève, le syndicat, lui, s'ingénie à ne pas les appeler tous à la grève en même temps. Selon la savante et bureaucratique technique qui est la sienne, il n'avait organisé la consultation pour la grève que dans une partie des Länder de l'ancienne RDA, et n'a lancé celle-ci, le 3 mai, que dans une vingtaine d'entreprises, puis l'a étendue à une cinquantaine. Les caisses de grèves indemniseront les heureux élus pour agir, parmi tous les ouvriers qui s'étaient prononcés en faveur de la grève mais qui ne sont pour l'instant invités qu'à assister en spectateurs à l'épreuve de force engagée en leur nom. Ce n'est qu'en cas d'échec des négociations que le syndicat montera peut-être les enchères en appelant à la grève d'autres entreprises et en menaçant de l'étendre aux Länder non encore concernés, voire même, dit le syndicat, en appelant à des actions de solidarité à l'Ouest. Mais cela pas avant le 12 mai, a décidé le calendrier syndical.

Car pour les dirigeants syndicaux allemands, si un coup de semonce est nécessaire pour faire revenir le patronat à la table des négociations, c'est autour du tapis vert que tout devrait se régler.

Il est vrai que le patronat allemand, comme l'a fait avec quelques années d'avance sur lui le patronat français, ne rêve désormais plus que de pouvoir plus librement revenir sur les accords contractuels passés et sur les lois sociales en vigueur. Mais les dirigeants syndicaux semblent eux bien prêts à accepter de fait un recul pour les ouvriers, pourvu qu'un nouvel accord soit négocié et puisse être présenté comme une victoire.

Dès le déclenchement de la grève, les dirigeants de l'IG-Metall ont tenu à souligner que le choix soigneux et limité en nombre des entreprises où ils déclenchaient le mouvement, parmi celles qui sont économiquement les plus fortes, montrait la sincère volonté syndicale d'engager le dialogue. Le 3 mai, au moins au niveau de la Saxe, les négociations avaient repris. Elles ont été suspendues le lendemain du fait que les représentants patronaux annonçaient ne vouloir négocier qu'un accord pour l'année 1993, et non un calendrier de réajustement progressif des salaires sur plusieurs années. Mais d'ores et déjà les deux parties laissent entendre qu'un compromis serait possible, donc entre les 9 % d'augmentation annoncés par le patronat et les 21 ou 26 % de l'accord de 1991. Le syndicat s'en satisferait volontiers, pourvu que soit sauvé le principe d'un accord contractuel, raison de vivre du syndicat. Les ouvriers, eux, n'auraient aucune raison de s'en contenter.

Olivier BELIN

LES BROCHURES DU CERCLE LÉON TROTSKY

Dernières brochures parues :

– LES PUISSANCES IMPÉRIALISTES ET LA SITUATION DANS L'EX-YOUGOSLAVIE
(N° 52 – Exposé du Cercle Léon Trotsky du 2 octobre 1992)

– LES ÉTATS-UNIS À L'HEURE DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES ET DE LA CRISE
(N° 53 – Exposé du Cercle Léon Trotsky du 6 novembre 1992)

– ITALIE : UNE CRISE PARTICULIÈRE ?
(N° 54 – Exposé du Cercle Léon Trotsky du 11 décembre 1992)

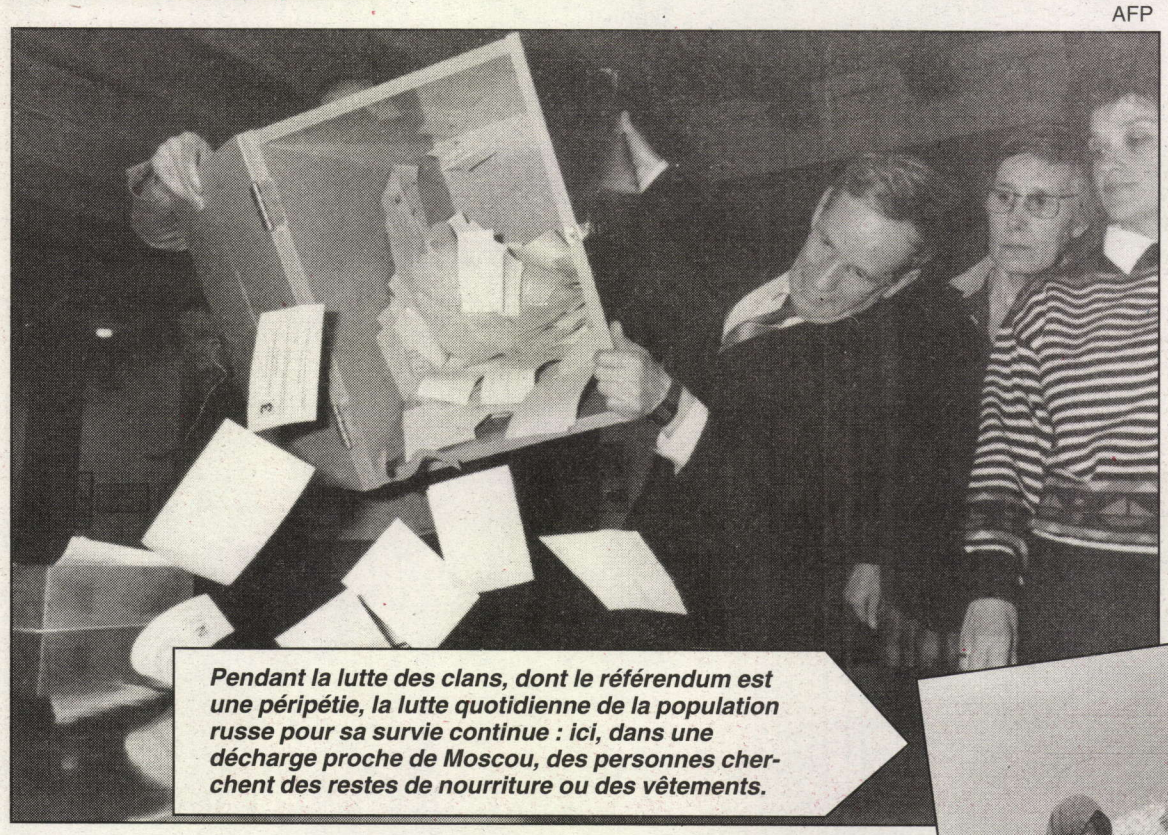
– DE "L'AFFAIRE DE PANAMA" AUX "AFFAIRES" EN COURS : LES SCANDALES POLITICO-FINANCIERS, UNE LONGUE TRADITION...
(N° 55 – Exposé du Cercle Léon Trotsky du 29 janvier 1993)

Prix : 10 F – Envoi contre 12 F en timbres par brochure demandée.

Russie

LES NOUVELLES MANŒUVRES D'ELTSINE POUR UN POUVOIR QUI S'EFFRITE

AFP



Pendant la lutte des clans, dont le référendum est une péripétie, la lutte quotidienne de la population russe pour sa survie continue : ici, dans une décharge proche de Moscou, des personnes cherchent des restes de nourriture ou des vêtements.

AFP

La presse occidentale a célébré la victoire d'Eltsine au plébiscite qu'il vient d'organiser, dans des termes presque aussi dithyrambiques que la presse aux ordres en Russie. Mais là où les commentateurs favorables au président russe ont vu un verre plus qu'à moitié plein, ses adversaires ont vu un verre plus qu'à moitié vide. Les premiers brandissent le chiffre de 58% de votants pour la confiance à Eltsine pour affirmer que ce dernier est le seul dépositaire de la légitimité populaire. Les seconds, dont le vice- président Routskoï, affirment avec autant de raison qu'étant donné le nombre des abstentions, moins d'un tiers des électeurs soutiennent Eltsine.

Le plébiscite a été fait pour renforcer le pouvoir d'Eltsine. Pour le moment, il a tout au plus redonné à ce dernier l'initiative politique. Fort de ce que les médias ont présenté comme une victoire, Eltsine a proposé un projet de nouvelle Constitution (celle en vigueur date de l'époque Brejnev). Ce projet accorde des pouvoirs considérables au président. Son adoption implique de surcroît la disparition de l'actuel "Congrès des députés du peuple", qui se pose aujourd'hui en contre-pouvoir face à Eltsine.

Ce projet donne la mesure des ambitions d'Eltsine. Mais pas les moyens de les imposer.

S'appuyer sur les pouvoirs locaux...

Le président a amorcé la manoeuvre destinée à obtenir au moins l'adoption de cette Constitution contre une éventuelle opposition du Congrès. Il vient de réunir les chefs des administrations locales et les présidents des assemblées de régions et de Républiques autonomes, pour leur soumettre le projet et pour leur proposer de désigner des délégués pour constituer une assemblée chargée d'examiner le texte. La manoeuvre d'Eltsine consisterait à court-circuiter le Congrès, au cas où il serait récalcitrant, voire à l'écarter de fait, en faisant cautionner son projet de Constitution par une autre assemblée.

Mais à supposer qu'Eltsine parvienne de la sorte à neutraliser le Congrès et à le marginaliser avant de l'éliminer, il n'est pas dit que son pouvoir se renforce pour autant. Car en cherchant appui du côté des chefs des pouvoirs locaux pour l'emporter, il consolide précisément les forces qui s'opposent au rétablissement d'un pouvoir central fort.

Comme tous ses prédécesseurs au Kremlin, Eltsine ne cache nullement qu'il veut un pouvoir fort. Dans le temps, le combat pour le pouvoir suprême se menait prétendument au nom du socialisme, du communisme. Aujourd'hui, il se mène au nom de la démocratie, de l'économie de marché, de l'ouverture vers l'Occident et, toujours, du chauvinisme grand-russe. Dans le temps, le perdant perdait en même temps sa tête ou, en tout cas, sa liberté. Aujourd'hui, il a le loisir de faire des conférences dans les instituts politiques huppés d'Occident.

Mais le véritable problème d'Eltsine est qu'il n'a pas l'appareil de répression centralisé et aux ordres, capable de mettre au pas tous les bureaucrates qui cherchent à échapper à tout contrôle étatique central.

Sous cet angle-là, le référendum n'a rien changé. Au contraire, pourrait-on dire. En acceptant d'organiser sur leurs territoires le référendum eltsinien, voire en faisant voter pour Eltsine, les chefs locaux de la bureaucratie n'ont pas pour autant voté pour le renforcement du pouvoir central. Dans un certain nombre de régions ou de grandes villes, les dirigeants locaux ont ajouté aux quatre questions posées dans le plébiscite d'Eltsine une cinquième, voire une sixième question, destinée à conforter leur propre pouvoir. Eltsine a dû apprécier en connaisseur. Il avait, en son temps, fait lui-même le coup à Gorbatchev.

Le succès, tout relatif, d'Eltsine au plébiscite masque plus qu'il ne dévoile la réalité. Eltsine lui-même aurait parlé récemment de la possibilité d'éclatement de la Russie en "cinquante ou soixante principautés". La décomposition du pouvoir se poursuit en Russie, parce qu'elle correspond à de solides intérêts matériels.

Ici, comme dans la région sibérienne de Tyoumen, riche en pétrole, les chefs de la "principauté" bureaucratique locale négocient directement avec des trusts pétroliers occidentaux pour leur vendre une richesse qui appartient en principe toujours à l'Etat. Là, comme dans la République autonome de Yakoutie, la bureaucratie locale a "seulement" négocié avec le pouvoir central pour accroître son pourcentage sur la vente de diamants. Et, un peu partout, les dirigeants locaux ont obtenu de conserver par devers eux une part plus grande des revenus de l'Etat, de fait et souvent officiellement.

... qui détournent et pillent pour leur propre compte

La bureaucratie a toujours vécu de détournements et de pillage. Sous Staline et ses successeurs immédiats, cela se faisait collectivement, sous l'arbitrage d'un chef suprême. Depuis quelques années, tous ceux qui sont en position de le faire le font pour leur compte.

La détention d'un pouvoir local ou régional vaut partout permis de détourner et de piller librement. Ceux qui détiennent ce pouvoir n'ont nulle envie de voir leur "droit" contesté par un pouvoir central, ni de partager le butin sur la base d'un rapport de forces moins favorable.

Depuis plusieurs années, Gorbatchev comme Eltsine, incapables d'user de la poigne de fer, composent avec les féodalités bureaucratiques. En leur donnant chaque fois des gages et des assurances, ils ont augmenté leurs appétits. Mais tout cela, comme l'émergence d'une couche de "nouveaux riches", se fait au détriment de la classe ouvrière.

Que le chaos bureaucratique actuel se prolonge et, avec lui, l'effondrement de l'économie, ou qu'au contraire émerge un pouvoir fort, ayant la volonté et, surtout, les moyens d'accélérer la marche vers le rétablissement du capitalisme, la classe ouvrière serait de toute façon perdante à laisser la bureaucratie régler elle-même ses problèmes et ceux de la société ex-soviétique, avec l'aide de l'impérialisme occidental ou pas. L'unique espoir pour l'avenir réside dans l'éveil politique de la classe ouvrière.

Georges KALDY

Au sommaire de LUTTE DE CLASSE AVRIL 1993 (N°53)

URSS :
– Luttes pour le pouvoir sur fond de désagrégation.

FRANCE :
– Les lendemains d'élection.
– L'écologisme : d'une idéologie socialement réactionnaire à de (plus ou moins) nouveaux politiciens bourgeois.

GUADELOUPE :
– Les notables nationalistes vers un consensus pour un changement de statut.

Prix : 10 F – Envoi contre 12 F en timbres.

Bosnie

LES CHEFS DE GUERRE NATIONALISTES INSENSIBLES AUX MENACES DE CLINTON

AFP

Le plan Vance-Owen a beau avoir été finalement signé le 2 mai près d'Athènes, personne, pas même les plus démagogues ou les plus triomphalistes des politiciens, n'ose prétendre que la guerre civile soit réglée en Bosnie, ni même qu'elle soit prête de l'être. A telle enseigne que Clinton continue à faire monter les enchères verbales en menaçant d'une intervention militaire occidentale tandis que son secrétaire d'État Warren Christopher fait le tour des capitales pour essayer d'obtenir des gouvernements européens qu'ils se rallient aux menaces américaines.

DES CHEFS DE GUERRE QUI NE RECONNAISSENT AUCUNE AUTORITÉ

Les pressions occidentales ont sans doute contribué à faire basculer le président de Serbie Milosevic du côté du plan de paix de l'ONU. Sans doute les pressions exercées par Milosevic ont-elles, à leur tour, après maints atermoiements, amené le leader des Serbes de Bosnie, Karadzic, à apposer sa signature. Mais on peut avoir quelques doutes sur la valeur réelle de cette signature.

Car si l'on en croit ce que rapportent les correspondants de presse, Karadzic lui-même serait loin d'être sûr de réussir à faire entériner sa signature par les "députés" du pseudo-parlement des Serbes de Bosnie, autrement dit par les chefs de guerre serbes et leurs représentants. N'aurait-il pas déclaré à des interlocuteurs grecs: *"Ils vont me tuer si je reviens avec le plan Vance-Owen dans ma poche"*.

Et il n'est pas difficile de concevoir la cause de ses inquiétudes à en juger par les quelques portraits de ces "parlementaires" serbes de Bosnie qui ont été rapportés par la presse. Par exemple celui de leur vice-présidente, Zeljko Raznjatovic, que l'on dit *"experte en purification ethnique"* et chef de file des jusqu'au-boutistes ; ou encore celui de Ratko Mladic, ex-officier de l'armée yougoslave promu généralissime des forces serbes de Bosnie après avoir refusé d'obéir à l'ordre de se retirer de Croatie donné par Belgrade à ses troupes en 1992 et être passé en Bosnie.

Et il n'y a d'ailleurs pas que dans le camp serbe que sévissent de tels personnages. Il y en a aussi dans le camp croate de Bosnie dont la presse occidentale prétend découvrir les massacres depuis quelque temps, et qui semble aujourd'hui tout aussi pressé que son rival serbe d'occuper le maximum de terrain, au point même d'avoir introduit de nouvelles plaques d'immatriculation dans les zones qu'il contrôle pendant que les diplomates bavardent à perte de vue autour des tables de conférence. Ces milices croates ne sont-elles pas en grande partie sous le contrôle des groupes paramilitaires du Parti Croate du Droit, une organisation d'extrême-droite qui se revendique de l'"héritage" des Oustachis fascistes de la Seconde Guerre mondiale ? Pourquoi ces chefs de guerre, qui ne se préoccupent de politique qu'à l'échelle de leur clocher et se moquent pas mal de ce qui peut advenir de ce qui reste encore de la Yougoslavie, céderaient-ils, eux, aux pressions de Milosevic ou de Tujdman, sans parler des pressions lointaines et immatérielles de Clinton et de l'ONU ?

DES MENACES DE BOMBARDEMENT AUX PROBLÈMES DE L'APRÈS CESSEZ-LE-FEU

Et c'est bien là le problème des puissances occidentales. Quel poids peuvent bien avoir les menaces de bombardements aériens de Clinton sur ces chefs de bandes armées qui n'ont rien d'autre à perdre que les quelques bâtisses de "capitales" qui ne sont guère plus que des bourgades. Le "général" serbe Mladic paradait sans doute pour la gloire quand il a déclaré à des journalistes *"n'avoir pas été du tout impressionné par les raids américains sur Bagdad"*. Mais il y a quand même un fond de vérité dans ces paroles : les missiles sophistiqués de l'ONU ne peuvent pas grand-chose contre quelques dizaines de milliers d'hommes au plus, bien pourvus en armement léger et disséminés dans une montagne qu'ils connaissent bien.

Et d'ailleurs, quand bien même le parlement serbe de Bosnie céderait-il aux pressions en entérinant la signature de Karadzic, quand bien même leurs homologues croates en feraient-ils de même, il resterait encore à faire observer l'accord et en particulier à assurer la protection des "couloirs" concédés par l'ONU entre les mini-territoires sous contrôle serbe.

Pour évacuer 230 réfugiés de Banja Luka au travers des lignes serbes le jour-même de la séance de signatures d'Athènes, il a fallu plusieurs jours de préparation et la protection d'un régiment entier de l'armée britannique, soit plus de deux mille hommes. On imagine ce qu'il faudrait pour assurer la protection quotidienne de ces fameux couloirs, sans parler des frontières artificielles créées entre les dix territoires autonomes définis par l'accord Vance-Owen. Des officiers supérieurs de l'ONU en sont à dire que, même en supposant qu'ils disposent de 75 000 hommes en permanence en Bosnie même, le plan ne serait pas réalisable tel qu'il est. Un rapport confidentiel tombé entre les mains de la presse britannique en janvier dernier parlait même de la nécessité d'un corps *"résiduel"* de plus de 100 000 casques bleus qui devraient rester sur le terrain *"bien au-delà de l'an 2000"*.

Et malgré ses déclarations va-t-en-guerre, Clinton le sait bien, lui qui se borne à clamer à tous vents ce qu'il faudrait faire tout en disant qu'il compte sur les gouvernements européens pour en partager la responsabilité. Tandis que ceux-ci, tout aussi conscients du risque de se trouver pris dans un engrenage, font la sourde oreille ou se plaignent comme le Premier ministre anglais Major qu'il lui est impossible de mettre à disposition de l'ONU les dix mille soldats qui lui sont demandés.

Alors peut-être les puissances impérialistes finiront-elles par faire donner leurs bombardiers, tout en sachant fort bien que cela ne sert à rien et que cela revient en fait à laisser pourrir la situation en attendant que certains des camps en présence s'épuisent dans la guerre civile et que les plus forts imposent leur loi aux plus faibles. Ce qui, malgré la guerre des mots que mène Clinton, n'est après tout que le but recherché par l'impérialisme depuis le début - que les chefs de guerre finissent par faire régner l'ordre dans leurs territoires, à n'importe quel prix y compris au prix d'une "purification ethnique" et de massacres que les dirigeants occidentaux auront tout loisir de continuer à stigmatiser avec toute la vertu et l'indignation qui conviennent.

François ROULEAU

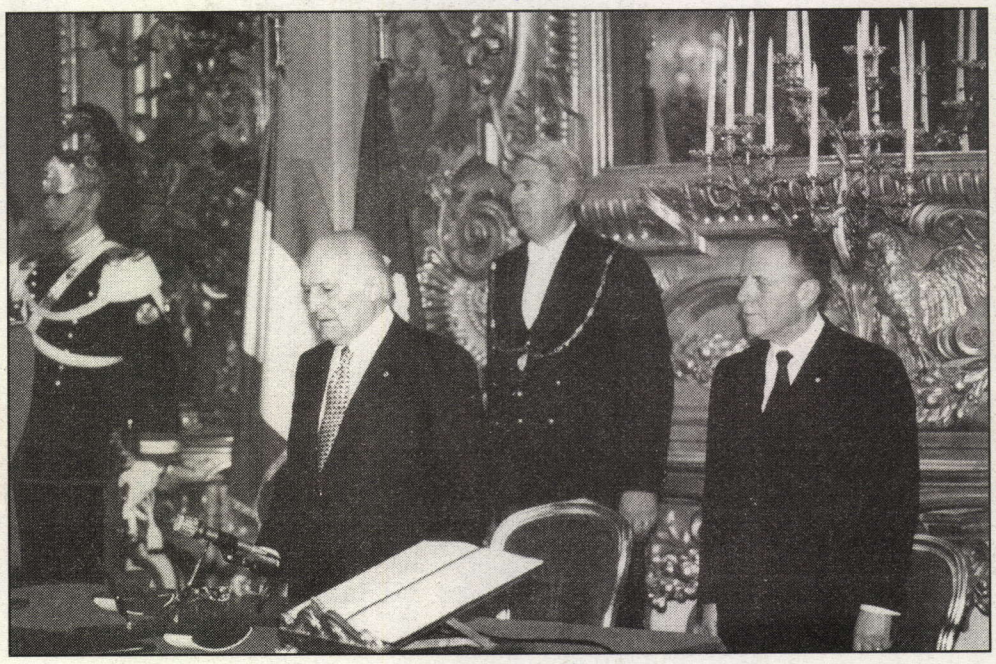
Italie

UN "GOUVERNEMENT FORT..." QUI SE DÉGONFLE COMME UNE BAUDRUCHE !

Quelques jours à peine après sa désignation, et avant même son investiture officielle par le Parlement, le gouvernement Ciampi a déjà plus que du plomb dans l'aile, au point que l'on se demande s'il pourra vraiment prendre son envol.

Et pourtant ce devait être, à l'en croire, une grande nouveauté : le premier gouvernement italien présidé par un non-parlementaire, formé sans négociation préalable avec les partis, ayant pour tâche prioritaire de faire passer la réforme électorale présentée depuis les référendums des 18 et 19 avril comme relevant de la "volonté du peuple" — et évidemment de mettre encore plus le pays à l'heure de l'austérité selon les voeux de la Banque d'Italie et, derrière elle, du grand patronat. Ciampi lui-même ne passait-il pas directement du fauteuil de gouverneur de la banque centrale à celui de chef du gouvernement ?

Mais voilà, pour jouer au gouvernement fort, il ne suffit pas d'en cultiver l'image, encore faut-il en avoir les moyens. L'opération Ciampi s'est vite révélée, pour une grande part, du bluff. Il a suffi pour cela d'une journée : celle du jeudi 29 avril, au matin de laquelle les nouveaux ministres avaient prêté serment. Avant même le coucher du soleil, quatre d'entre eux avaient déjà démissionné à la suite du vote de l'Assemblée refusant la levée de l'immunité parlementaire de l'ex-secrétaire général socialiste Bettino Craxi, mis en cause dans l'enquête sur la corruption des partis...



Sestini/Gamma

Ciampi (à droite sur la photo), à la veille d'un nouvel envol ?

La caution du PDS...

La nouveauté essentielle était l'entrée au gouvernement de trois ministres du PDS, l'ex-Parti Communiste devenu "Parti Démocratique de la Gauche" ainsi que celle d'un "Vert" et de deux proches du Parti Républicain, depuis deux ans dans l'opposition. De la faible majorité quadripartite — essentiellement Parti Socialiste et Démocratie Chrétienne — du gouvernement Amato, on passait donc à ce qui pouvait sembler une majorité solide de sept partis couvrant l'essentiel de l'arc parlementaire, et surtout assurée, à gauche, de la caution du PDS. Une majorité regroupant les principaux partis ayant appelé à voter "oui" le 18 avril et censée appliquer la volonté "référendaire"...

Mais voilà que l'après-midi même le vote de l'Assemblée révélait que celle-ci était surtout pressée de tourner la page des enquêtes et des scandales, et de s'auto-absoudre des accusations de corruption ; le vote révélait en particulier que l'ancienne majorité — Démocratie Chrétienne, Parti Socialiste, Sociaux-démocrates et Libéraux — disposait même de quelques renforts, venus d'on ne sait où, pour se voter l'absolution.

En somme, les partis venus en renfort de la précédente coalition n'étaient là qu'à titre de caution d'une opération de "blanchiment" plutôt expéditive. Leurs dirigeants n'étaient certes pas naïfs au point de l'ignorer, mais ils ne s'attendaient sans doute pas à ce qu'on leur fasse avaler, aussi vite, une couleuvre aussi grosse.

...et sa sortie rapide !

Le parti le plus sensible, de ce point de vue, était évidemment le PDS. Après le vote de l'Assemblée, on pouvait s'attendre à des réactions d'indignation, aussi bien du côté de l'extrême-droite ou de la "Ligue du Nord" d'Umberto Bossi, décidés à faire flèche de tout bois, que du côté de la "Rete" — le parti antimafia de l'ex-maire de Palerme et ex-démocrate chrétien Orlando —, ou du côté du PC maintenu, "Rifondazione Comunista", secouant largement le milieu du PDS lui-même.

Le choix de l'entrée du PDS au gouvernement à peine fait, celui-ci pouvait donc s'attendre à l'explosion de polémiques internes ravivant les souvenirs de l'époque où, au nom du "compromis historique" avec la Démocratie Chrétienne, le PC italien avait servi de béquille à la Démocratie Chrétienne et à sa politique anti-ouvrière. Le soir même du 29 avril, le secrétaire général du PDS Occhetto annonçait donc que, *"le vote du Parlement changeant toute la situation politique"*, son parti retirait ses ministres et son soutien au gouvernement.

Le gouvernement Ciampi, lui, se maintient, au moins jusqu'à l'épreuve du vote du Parlement. Mais sa crédibilité apparaît déjà bien entamée, et même au-delà celle de toute l'opération en cours.

Le consensus "référendaire" : un peu compromis

Le "oui" au référendum du 18 avril était censé ouvrir la voie à la réforme électorale et, grâce à celle-ci, à l'instauration d'une politique "plus propre", à des gouvernements moins corrompus et plus efficaces, à la fin de la "partitocratie". Il fallait sans doute être naïf pour le croire, mais le fait est que la campagne des media et des principaux partis avait réussi à le faire avaler à quelque 80% de l'électorat, les référendums fournissant ainsi la caution "populaire" à l'opération politique moins avouable dont le gouvernement Ciampi se préparait à être l'exécuteur. A peine dix jours plus tard, le vote du 29 avril a commencé à faire éclater l'imposture.

Alors, le gouvernement Ciampi reste en place, faute de mieux, comme le gouvernement Amato malgré sa faiblesse était resté en place, faute de mieux. Sans doute cela ne l'empêchera-t-il pas, lui ou un autre, de poursuivre la politique d'austérité souhaitée par la bourgeoisie, voire même de faire passer la réforme électorale. Mais d'ores et déjà, il lui sera plus difficile d'aller raconter qu'il se conforme au souhait exprimé par 80% d'Italiens d'avoir une politique aux "mains plus propres".

Quoi de plus volatil décidément, que les pseudo-unanimités d'un lendemain de vote référendaire ? La bourgeoisie italienne, qui a cru pouvoir parer sa politique anti-ouvrière d'une auréole de respectabilité et de légitimité populaire, devra encore trouver autre chose...

André FRYS

Gamma

Pour payer les frais de l'incendie du château de Windsor, qui n'était même pas assuré, la reine a décidé d'ouvrir le château au public pour le prix modique de 8 livres (65 F environ) l'entrée. A défaut d'avoir pu se faire rembourser sur les fonds publics par un impôt, elle se débrouille quand même pour taxer le public. C'est dur d'être une des premières fortunes du monde.

Pourparlers israélo-palestiniens

LES GESTES INFINITÉSIMAUX DU GOUVERNEMENT RABIN

Après une interruption de quatre mois, les négociations entre le gouvernement israélien, ceux de plusieurs pays arabes et une délégation palestinienne, ont repris à Washington le mardi 27 avril. Les représentants d'Israël ont fait quelques concessions minimes et qui pour l'heure ne répondent pas aux principales revendications des Palestiniens, à savoir la reconnaissance d'un Etat qui leur soit propre en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

Consolidation du statu quo dans les territoires occupés

Le gouvernement d'Itzhak Rabin n'en est pas, loin s'en faut, à reconnaître l'indépendance des territoires aujourd'hui occupés. Par contre il se dit prêt à discuter d'un "autogouvernement" palestinien en ce qui concerne l'éducation, la santé, les questions religieuses, économiques, des droits de l'homme, la création d'une police, autant de domaines déjà proposés par le gouvernement de droite de Shamir. Rabin y ajoute seulement les questions de l'eau, de la terre et des affaires budgétaires.

Si les négociations aujourd'hui engagées progressent puis aboutissent, les localités arabes pourraient être administrées par des Palestiniens mais les colonies juives resteraient sous juridiction israélienne. Une sorte de plan Vance-Owen non plus pour la Bosnie mais pour la Palestine cette fois, telles semblent être les limites de l'imagination des dirigeants israéliens. Ce n'est que dans une phase ultérieure, qui pourrait débuter trois ans après l'entrée en fonction d'un "autogouvernement" palestinien qui, rappelons-le, n'existe pas encore que d'autres pourparlers devront s'ouvrir où sera peut-être abordé le statut permanent des territoires.

Autant dire qu'actuellement rien ne change dans la situation de la Cisjordanie et de Gaza,isolées par l'armée israélienne depuis la fin du mois de mars, et dans celle qui est faite aux populations palestiniennes. D'ailleurs, le jour où s'ouvraient les pourparlers de Washington, cinquante-cinq Palestiniens étaient blessés dans la seule bande de Gaza, tandis qu'une grève générale paralysait l'ensemble des territoires.

Campant toujours sur des positions de force, il ne reste en fait au gouvernement israélien que de petits gestes à accomplir, destinés bien plus à l'opinion internationale, en l'occurrence celle de son tuteur américain, qu'aux Palestiniens eux-mêmes.

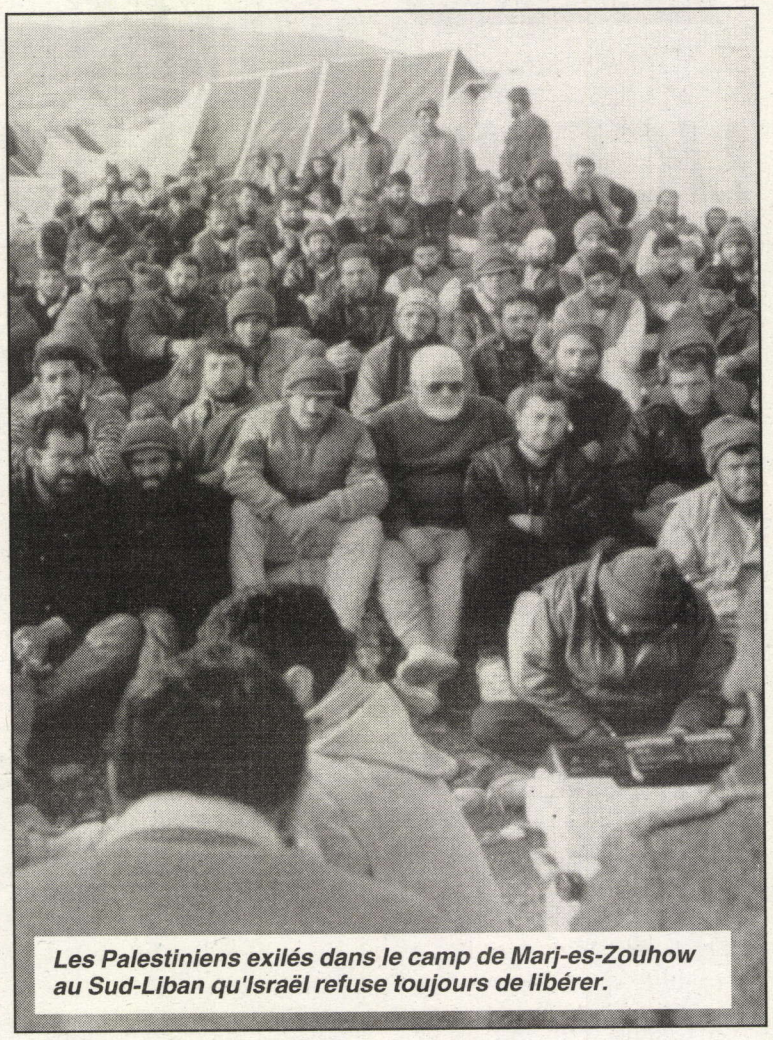
Autre petite mesure, Israël est prêt à accepter la participation d'un certain nombre d'habitants de Jérusalem-Est (annexée en 1967) à l'élection des membres du conseil chargé de gérer la pseudo autonomie des territoires occupés. Cette participation est toutefois assortie de plusieurs conditions. En particulier, seuls les Palestiniens de Jérusalem-Est disposant d'une seconde résidence en Cisjordanie pourront être élus à ce conseil qui ainsi ne sera composé que d'élus de Cisjordanie et de la bande de Gaza, mais pas de Jérusalem. Une façon de rappeler, tout en ayant l'air de faire des concessions, qu'il n'est pas question de modifier le statut de Jérusalem considérée dans son entier comme la capitale du seul Etat hébreu .

Et puis enfin, le gouvernement Rabin a autorisé le retour de trente personnalités expulsées dans les années 70 et 80. Parmi eux, treize militants du PC palestinien mais aucune personnalité de premier plan de la résistance palestinienne, aucun membre avéré de l'OLP. Commentant l'autorisation donnée au retour de ces bannis, Rabin a déclaré : *"Notre décision a été prise pour des raisons politiques, peut-être pour améliorer les chances du processus de paix, mais sans mettre en danger la sécurité d'Israël."* Certains ont vu dans cette opération une volonté de marginaliser les quelque quatre cent Palestiniens expulsés au Sud-Liban mais réputés eux islamistes, ainsi qu'une remise en selle de l'OLP. *"Contestée par les fondamentalistes du mouvement de résistance islamique Hamas qui lui reproche de négocier avec "l'ennemi sioniste" sans jamais rien obtenir de concret, la centrale palestinienne pourra désormais se prévaloir de certains résultats"*, écrit par exemple le journal *Le Monde* du 2/3 mai.

L'attitude de l'OLP

Il est difficile de mesurer aujourd'hui les rapports de force entre les différentes composantes du mouvement nationaliste palestinien. Il apparaît néanmoins que l'influence des fondamentalistes musulmans croît dans les territoires occupés, ce que reconnaissent d'ailleurs certains cadres de l'OLP, comme celui de la ville de Hébron en Cisjordanie qui affirmait que depuis l'expulsion des quatre cent islamistes palestiniens au Sud-Liban en décembre dernier, *"la popularité de Hamas a décuplé"*. De nouvelles générations arrivant à la vie politique pourraient être attirées par ceux qui se présentent comme les plus radicaux, Hamas justement.

(Mohamed Azakir/Gamma)



Les Palestiniens exilés dans le camp de Marj-es-Zouhow au Sud-Liban qu'Israël refuse toujours de libérer.

Sans doute, dans l'immédiat l'OLP n'est pas vraiment menacée par les progrès de Hamas. C'est toujours par exemple l'OLP qui conduit le plus grand nombre d'actions contre Israël, qui possède le plus grand nombre de cadres et l'appareil politique et militaire le plus puissant.

Seulement, par sa volonté de négocier avec un adversaire qui pour l'instant entend ne rien céder, elle se met dans la position d'être critiquée par plus radicale qu'elle dans l'expression du nationalisme.

Il y a des années de cela Moshe Dayan, un dirigeant israélien, disait à propos des islamistes justement : *"Pendant qu'ils prient, ils ne font pas de politique"*. Les services israéliens qui avaient fort à faire face à l'OLP voyaient même d'un œil assez complaisant l'émergence d'un mouvement opposé à l'OLP. Mais aujourd'hui c'est ce même mouvement qui risque d'exprimer le désespoir de nombreux Palestiniens face à l'intransigeance d'Israël.

Face à la menace des islamistes, Israël en vient peut-être aujourd'hui à faire quelques gestes qui pourraient favoriser l'OLP. Pour Rabin l'autorisation de retour des trente expulsés a peut-être ce sens. Mais il ne suffit pas de ces petites manœuvres pour régler une situation dont toute la politique des dirigeants israéliens porte la responsabilité, en ayant maintenu pendant des décennies tout un peuple sous sa domination.

Georges LATTIER

Sopalin (Sotteville-lès- Rouen)

2 MOIS ET DEMI DE LUTTE CONTRE LES LICENCIEMENTS

CRS contre ouvriers

A la suite de l'intervention des CRS à l'usine Sopalin de Sotteville-lès-Rouen, la grève que les travailleurs de cette entreprise mènent depuis deux mois et demi a connu de nouveaux rebondissements. La fédération du Livre et papier-carton de la CGT, dont dépend le syndicat de Sopalin, a dès le lendemain provoqué la non-parution d'un grand nombre de journaux. Ceci a eu le mérite de faire connaître la grève dans tout le pays, même si cela a surtout été l'occasion pour la CGT de faire une certaine démonstration pour affirmer son image de marque de seul syndicat combatif, capable de faire jouer son poids à l'échelle nationale pour appuyer une grève de quelques centaines de travailleurs en lutte contre des licenciements.

De son côté le gouvernement a montré dans ce conflit une remarquable continuité avec le précédent. La justice du gouvernement Bérégovoy avait ordonné l'évacuation des grévistes le 1er mars dernier ; celle du gouvernement Balladur a confirmé cette décision le 24 avril. Le préfet, qui n'a pas changé, a eu le culot de justifier l'intervention des CRS en prétendant ainsi *"sauver le site"*. Il sauvera peut-être les murs, mais c'est à coups de matraque qu'il veut accélérer le licenciement de 312 travailleurs, sur les 465 salariés de l'usine.

L'usine Sopalin de Sotteville fabrique entre autres les mouchoirs en papier "Kleenex". C'est une entreprise de vieille et forte implantation CGT, connue pour sa participation à de nombreux conflits. La grève est dirigée par les militants de la CGT, seul syndicat dans l'entreprise, sous l'autorité de la fédération CGT du Livre et papier carton.

Le conflit a démarré en novembre 1992 à l'annonce des licenciements, sous le prétexte du déplacement d'une partie de la production et des machines sur d'autres sites. Les licenciés ont en moyenne 20 ans d'ancienneté dans l'usine et la moitié d'entre eux a plus de 47 ans.

Il y a d'abord eu des mouvements de grève tournants atelier par atelier. La direction a répondu par le lock-out de l'usine. Le 15 février dernier les grévistes ont décidé d'occuper l'usine. Depuis, ils ont multiplié les actions pour faire connaître leur lutte : distributions de tracts aux portes des entreprises de la région, blocage des péages d'autoroute, manifestation en commun avec les salariés d'Hoover et de Grundig, manifestation au moment de l'inauguration par Fabius d'un chantier du "Métrobus" de l'agglomération rouennaise, etc.

Le 28 avril au matin, 260 CRS sont intervenus pour évacuer le piquet de grévistes qui occupait l'usine. Le soir, une première manifestation devant l'usine a rassemblé environ 300 personnes, essentiellement des militants syndicalistes de l'agglomération.

Le jeudi 29, alors que la fédération CGT du Livre avait bloqué la parution de nombreux journaux, la CGT appelait à une nouvelle manifestation devant la préfecture de Rouen : environ 500 personnes étaient présentes. Comme le siège social du trust Kimberly-Clark, dont dépend l'usine Sopalin de Sotteville, est à Dallas (Texas), cela a été l'occasion pour les dirigeants cégétistes de tenir des discours à tonalité chauvine. Des drapeaux européens et américains ont été brûlés. Ces syndicalistes oublient vite que les licenciements sont tout aussi impitoyables quand ils sont décidés à Paris ou à Sochaux.

Parmi les 155 non-licenciés, trente ont refusé de reprendre le travail en présence des CRS, le vendredi 30 avril.

Les grévistes ont décidé de continuer à assurer une permanence devant l'usine pour s'opposer à la sortie de camions déménageant les machines. Le lundi 3 mai, de violents incidents les ont opposés aux CRS toujours présents.

A la manifestation du 1er mai, où un bon nombre d'entre eux étaient présents, les grévistes de Sopalin affirmaient leur intention de continuer la lutte pour arracher le plus possible à la direction. De nouvelles négociations devaient avoir lieu en début de semaine.

Correspondant LO

Rank Xérox (Tourcoing)

SOLIDARITÉ CONTRE UN LICENCIEMENT

A l'usine Rank Xerox de Tourcoing, lundi 26 avril, nous avons appris qu'un jeune camarade était convoqué le soir même à la direction pour un entretien préalable au licenciement pour faute grave, c'est-à-dire sans indemnités ni préavis.

Ce jeune ouvrier était connu par la maîtrise du secteur pour être un gars ne se laissant pas faire. Elle avait réclamé cette sanction parce que notre camarade avait refusé de se rendre à un "entretien de travail" dans le bureau du chef de service, hors de la présence d'un délégué (il ne voulait pas se faire injurier, comme cela lui était déjà arrivé, d'autant que le chef était, lui, accompagné d'un chef d'équipe).

Licencié pour ça ! Beaucoup d'entre nous trouvaient cela scandaleux. Et pourtant, le soir, le licenciement était bel et bien confirmé. Tous les syndicats appelaient alors à un débrayage pour le lendemain à 10 h.

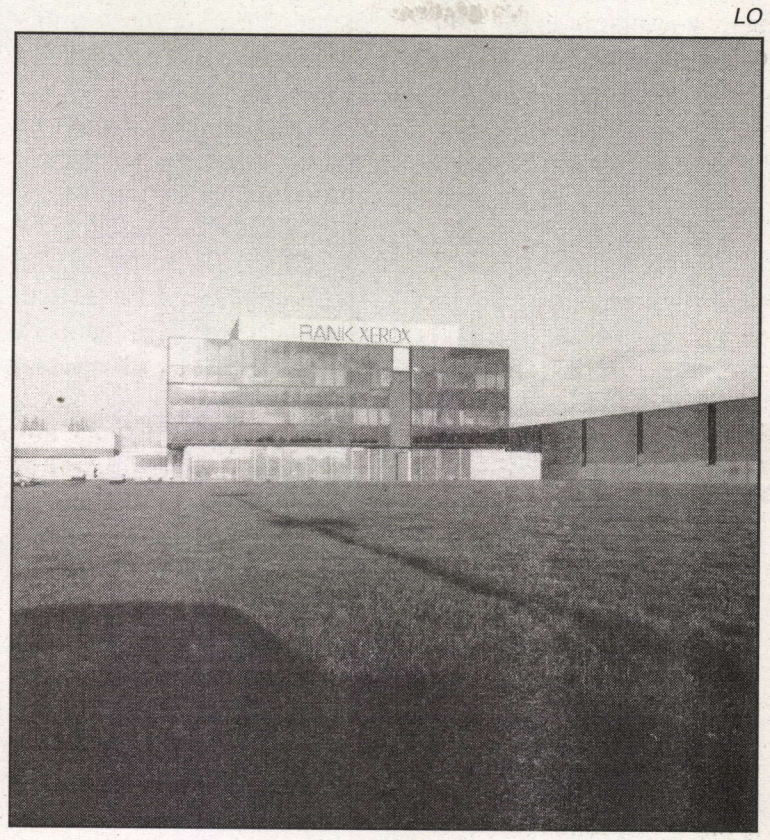
Le lendemain mardi, le débrayage fut un succès puisque la presque-totalité des ateliers y participa. L'usine emploie 750 personnes, dont 500 en atelier, où nous montons des photocopieurs et des fax. Nous nous sommes rendus chez le patron, qui reçut notre copain avec une délégation, tandis que le gros de la troupe s'en allait coincer le grand chef à l'origine de la sanction. Celui-ci n'en menait pas large. Le patron suspendit la sanction *"en l'attente d'un nouvel examen"*. Mais, le lendemain matin, la sanction était maintenue.

Le débrayage de la veille a donc recommencé, avec le même succès d'ailleurs, puis nous nous sommes retrouvés à plus de 150 devant les grilles d'entrée pour voter la grève. Nous sommes restés à la porte jusqu'à environ 15 h, en filtrant les entrées de camions. Puis nous sommes retournés faire le tour des ateliers pour rediscuter avec les ouvriers qui, même s'ils n'étaient pas en grève, n'étaient pas particulièrement déchaînés au boulot. Là encore, le responsable de la sanction eut le malheur de nous tomber dans les pattes.

La direction ne lâchait toujours rien. Un débrayage était à nouveau prévu pour le lendemain.

Le lendemain jeudi 29 avril, la direction proposait simplement de discuter les modalités du licenciement. Nous avons débrayé à une centaine pour aller soutenir notre copain pendant l'entretien. Notre camarade sortit et vint nous dire qu'il avait fini par accepter les conditions de la direction : licenciement simple, donc avec indemnités, un mois supplémentaire de préavis et une bourse de formation de 4 500 F. Ça faisait bien peu, et ceux qui étaient là avaient la rage au cœur. Mais nous étions aussi conscients

LO



que nous n'avions pas la force de déclencher la grève comme la veille.

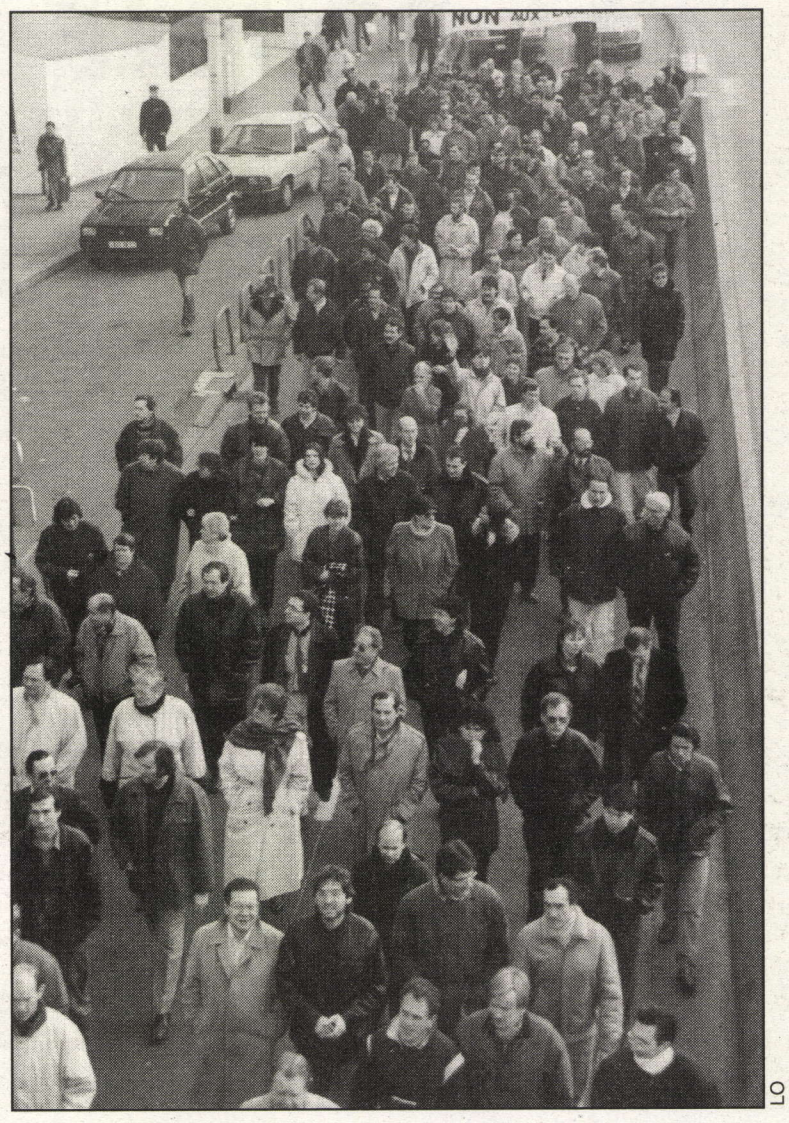
Nous sommes retournés en cortège dans les ateliers, un peu amers, mais tout de même contents d'avoir réagi aussi nombreux, ce qui ne s'était pas vu depuis très longtemps à Rank Xérox. Car si nous n'avons pas gagné contre la direction (il en aurait fallu bien plus pour qu'elle recule), nous avons beaucoup gagné en solidarité.

Correspondant LO

Alcatel-Telspace (Nanterre)

APRÈS LE MOUVEMENT CONTRE LES 347 LICENCIEMENTS

LO



LO

Nommé début avril par une décision du tribunal des référés, le médiateur dans l'affaire des 347 licenciements à Alcatel-Telspace de Nanterre est arrivé à l'entreprise le mardi qui suivait le week-end de Pâques au volant d'une magnifique Porsche, qui à elle seule indiquait de quel côté il allait pencher.

D'un côté, il a demandé à la direction de prendre son temps. De l'autre, il a proposé aux syndicats de "déposer les armes".

A l'assemblée générale du mardi 13 avril, tous les syndicats, à l'exception du porte-parole de FO qui pensait que la meilleure façon de négocier c'était de maintenir la pression par la grève, ont accepté de jouer le jeu proposé par le médiateur. Ils ont demandé aux travailleurs de retourner dans les services, sans pour autant reprendre le travail. Et pour l'action, il fallait se préparer à distribuer un tract... à La Défense. On était loin du projet d'aller rendre visite à nos camarades de Cherbourg, où Alcatel-Telspace a une autre usine.

La plupart des gens ne reprirent pas le travail, sans pour autant se déclarer en grève.

Les travailleurs licenciables, qui avaient décortiqué le plan social de la direction, firent une contre-proposition. En gros, ils ne voulaient pas que les licenciables partent avec moins de 18 mois de salaires. Ils participèrent aux rencontres avec la direction, mais pendant quinze jours celle-ci ne se montra guère pressée de faire des propositions.

Les nouvelles propositions de la direction

Cependant la proximité de la fin du mois d'avril accéléra les choses. Médiateur et direction étaient soudain pressés d'en finir. La direction fit donc une ultime proposition.

Ceux qui n'avaient pas d'ancienneté, et qui donc n'avaient droit à rien dans le premier projet de la direction, se voyaient proposer de partir avec un minimum de 100 000 F en plus de leurs mois de préavis. Et tout à l'avenant. Ainsi, un travailleur avec 20 ans d'ancienneté et un salaire net mensuel de 10 000 F doit partir avec 225 000 F d'indemnités, alors que le premier plan ne prévoyait que 90 000 F. D'autre part, la direction accorde 10 000 F pour un enfant déclaré, 20 000 F pour deux à trois enfants, 30 000 F pour quatre enfants et plus.

En ce qui concerne les départs en FNE, la direction prend en charge une partie des cotisations de mutuelles, et une partie des pertes de revenus découlant de la différence entre le salaire et l'indemnisation FNE.

Par contre, elle n'a pas proposé grand-chose pour le paiement des heures de grève. Elle parle pour le moment d'imposer la récupération collective de trois samedis et d'autoriser les travailleurs à récupérer. Dans ce cas, chaque heure récupérée sera payée double : 20 heures récupérées correspondant donc à 40 heures de grève.

Des volontaires pour le départ

Une cinquantaine de travailleurs ont été intéressés par ces nouvelles propositions. Non inscrits dans le plan, ils se sont portés volontaires pour partir à la place de certains licenciés. Dans la plupart des cas, les échanges ne posent pas de problèmes. Mais, dans quelques cas, la direction ne veut pas en entendre parler, notamment pour certains militants syndicaux qu'elle préférerait voir quitter l'entreprise.

Le CE s'est prononcé à l'unanimité contre les licenciements des salariés protégés. Le ministère du Travail a déclaré que le ministre était attaché aux libertés syndicales et donc qu'il interviendrait de façon à ce qu'il n'y ait pas de discrimination syndicale, ce qui peut vouloir dire qu'il veillera simplement à ce que chaque section syndicale ait une part proportionnelle de licenciés ! Voilà bien les limites de la liberté syndicale pour le ministère.

Dans un cas cependant, il faudra tenir également compte d'un défaut de procédure. En effet, d'après le plan, un délégué devait être licencié au nom de la suppression d'un poste... qu'il n'occupait plus depuis un an !

Une rupture morale profonde

Il reste que ce plan social a creusé un fossé entre la direction et l'ensemble du personnel, du simple travailleur à certains ingénieurs, voire certains cadres. Dans une interview récente, le directeur général avoue qu'il doit remobiliser sa hiérarchie.

L'ensemble des travailleurs de l'entreprise, même s'ils ne se sont jamais décidés à se mettre vraiment en grève, n'ont guère travaillé depuis l'annonce de ce plan fin janvier. Ils étaient trop choqués par le choix de certains licenciés, par la volonté de la direction de faire passer l'entreprise avant les hommes et cela, dans une usine d'un groupe qui déclare les plus gros profits industriels de l'année 1992.

Même s'il n'a pas été possible de faire reculer la direction sur les licenciements, ce que la direction a perdu en production depuis trois mois l'a incitée à changer le montant de ce qu'elle va donner à ceux qui partent.

Et, en quelques semaines, bien des travailleurs ont ainsi appris qu'il vaut mieux compter sur le rapport de forces que sur la bonne volonté de la direction pour obtenir satisfaction.

Un point reste à régler : le paiement des heures de grève. La position de la direction ne fait pas l'unanimité, notamment chez ceux qui ont participé au mouvement. Et si elle maintient sa position intransigeante sur ce point, elle pourrait peut-être avoir encore des surprises.

Correspondant LO

ÇA BANQUE

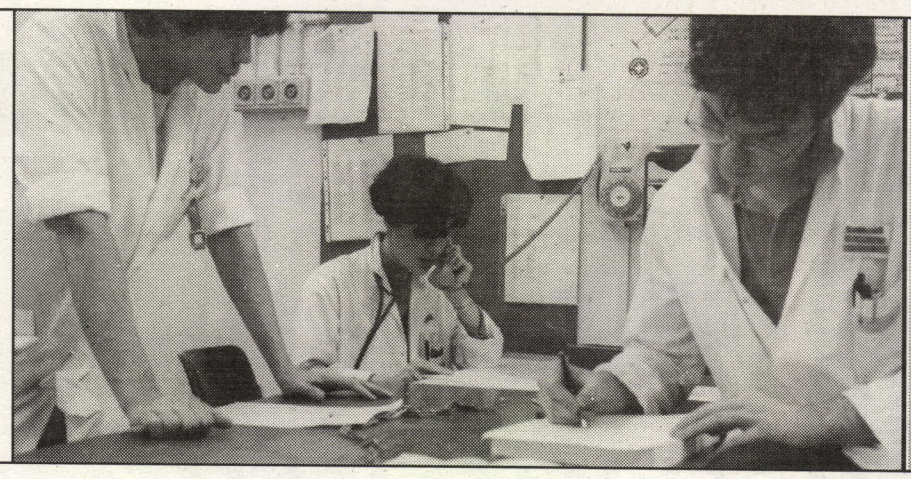
Electro-banque, la banque d'affaire d'Alcatel-Alsthom, vient de publier dans la presse économique que les comptes de l'exercice de 1992 se soldent par un bénéfice de 44,3% d'augmentation par rapport à 1991.

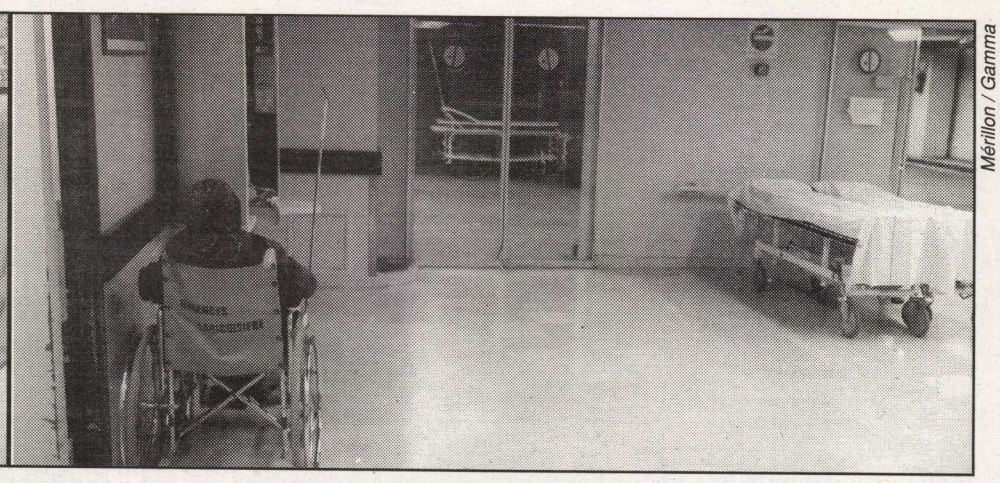
10 milliards de centimes de bénéfices, et l'on voudrait nous faire avaler qu'il faut se serrer la ceinture, que la période est dure, etc. !

Ils nous mentent sans vergogne et avec cynisme. Il va bien falloir le leur faire payer.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
GEC Alsthom
Le Bourget (93)

HOPITAUX





Mérillon / Gamma

CHU de Tours

AUSTÉRITÉ POUR LE PERSONNEL ET LES MALADES

Depuis plusieurs mois, une campagne est engagée dans la presse locale de Tours : le CHR de Tours est paraît-il gravement déficitaire.

"Nous vivions au-dessus de nos moyens" a décrété le maire de Tours, et président du conseil d'administration des hôpitaux, Jean Royer, tandis que certains médecins de l'hôpital incriminaient la *"mauvaise gestion"* du directeur.

Nous n'avons pas d'avis sur les compétences de gestionnaire du directeur, qui est maintenant sur le départ à la suite de cette affaire. Mais ce que nous savons par contre, c'est que le déficit porte sur un budget très insuffisant par rapport aux besoins réels de l'hôpital, et que le plan de redressement que vient de décider le conseil d'administration va imposer de scandaleuses économies.

Qu'on en juge : le plan du conseil d'administration (exécutoire bien qu'il n'ait été approuvé que par un tiers à peine des membres) prévoit la suppression de 115 postes, la fermeture du service de néo-natalité de la maternité du Beffroi, l'extension des fermetures provisoires de lits dans l'année, la transformation de lits d'hospitalisation complète en hospitalisation de semaine, des réductions d'effectif au centre antipoison, dans les laboratoires, les cuisines, la réduction de tous les remplacements pour congés annuels. Enfin, l'équipe "volante", composée de 130 titulaires, sera en partie transformée en équipe de contractuels à temps partiel, ce qui risque bien d'être en fait, à terme, une remise en cause de son existence même.

Un certain nombre de ces mesures ont d'ailleurs commencé à être appliquées sournoisement, avant même la décision officielle, comme le non-renouvellement des contrats des non-titulaires et la décision de ne "stagiariser" personne cette année. De mars 1992 à mars 1993, une centaine d'emplois ont déjà été supprimés, et sur les 115 suppressions annoncées par le conseil d'administration, une vingtaine ont déjà aussi été effectuées.

Le comble de la mesquinerie a sans doute été atteint avec la décision de supprimer... les postes des pâtissiers aux cuisines : sans doute le forfait hospitalier que paient les malades ne comprend-il pas ce genre de gâterie !

A Tours, le prétexte de ce train de mesures d'austérité est le "vrai-faux" déficit du budget de l'hôpital. Mais le plan d'attaque contre le personnel et les malades, qui va entraîner la réduction des achats de médicaments, de matériel à usage unique, de stimulateurs cardiaques, de prothèses, etc., est la copie conforme des plans que l'État impose dans tous les hôpitaux, et plus généralement dans tous les services publics.

Correspondant local

CHU d'Angers

Les 35 heures de nuit

EMBAUCHE URGENTE

Les 35 heures ont été promises au personnel de nuit des hôpitaux, en 1991, lors d'un mouvement de grève national. Depuis, au CHU d'Angers comme dans beaucoup d'hôpitaux, l'application de cette mesure se fait attendre : 22 postes ont été créés, alors que 40 sont nécessaires.

Mais depuis cette nouvelle, nous n'avons rien vu venir.

Avec la CGT, nous avons fait des démarches, nous sommes allés interpeller Kouchner lors de sa visite à Angers, mais la direction se retranchait toujours sur le fait que les 35 heures devaient être appliquées seulement au 31 décembre 1993 !

Ensuite, elle nous a dit qu'il fallait une délibération du Comité technique d'établissement (CTE) avant de mettre en route une réduction du temps de travail. Mais le premier CTE ne s'est réuni que le 15 mars... et la question n'y a pas été abordée.

C'est pourquoi, à l'annonce d'un CTE le 19 avril, nous avons décidé de déposer un préavis de grève, pour le lundi 19 avril, pour obtenir notre dû :

– une réelle réduction du temps de travail, sans remise en cause du calcul des jours fériés et sans remise en cause des horaires ni des roulements ;

– l'embauche effective du personnel correspondant.

Il faut noter qu'un syndicat comme la CFDT défend le dossier comme la direction : les avantages acquis par le passé doivent se fondre dans la réduction à 35 heures, et non être gardés en plus. Mais nous ne voulons pas de 35 heures au rabais. Nous avons tous des enfants au chômage, et ce que nous voulons, c'est diminuer les effectifs de chômeurs, pas les effectifs de jour, comme ose le prétendre la CFDT.

Nous cherchons à nous faire respecter de la direction et des gouvernements qui nous mènent en bateau. Sur les 360 personnes qui travaillent de nuit, nous avons été une centaine à nous déplacer pour le dire à la direction pendant le CTE du 19 avril. Celui-ci a fini par voter l'application des 37 heures au 1er janvier 1993 et le respect du mode actuel de calcul des congés et des jours fériés. Même si la direction a fait voter (à une courte majorité : 11 voix sur 20) le principe de revoir ultérieurement le calcul des congés et des jours fériés, cela a été ressenti comme une victoire, et le mot d'ordre de grève a été annulé.

La balle est maintenant dans le camp de la direction, qui avait visiblement prévu d'utiliser l'argent des 22 postes pour diminuer son déficit global en crédits pour le personnel... et pas pour diminuer la durée du travail de nuit !

Ce que nous avons obtenu n'est que temporaire. Il faudra être encore plus nombreux en lutte pour obtenir les embauches nécessaires à la simple application des 35 heures.

Correspondant LO

Les prix du métro déraillent

Les prix des transports parisiens ont augmenté de 5,8% en moyenne, au 1er mai. Le prix de la carte orange deux zones augmente de 3,59%. Quant aux usagers qui font les plus longs parcours, ce sont les plus pénalisés, avec une hausse du prix des abonnements de 8 à 9%. La RATP justifie ses hausses par un gros déficit.

Chez les salariés aussi, ça commence à faire longtemps que les rentrées ne suivent plus les dépenses. Pour combler le trou qui s'agrandit à la fin de chaque mois, il faudrait peut-être envisager d'aligner le prix de notre travail sur les prix des services publics.

Mauvais présage

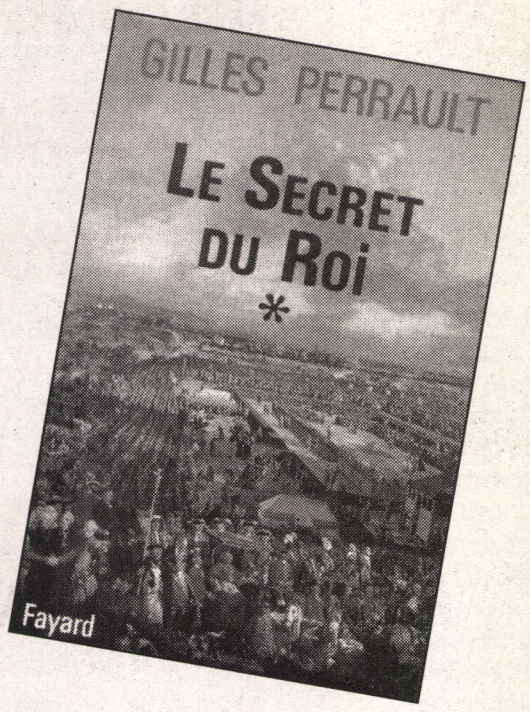
La Poste avait un problème : à chaque hausse du prix des timbres, il fallait en imprimer de nouveaux. Elle a donc décidé de ne plus mettre les prix sur les timbres ordinaires. On aurait préféré qu'elle décide de ne plus faire de hausse.

Extrait du bulletin* Lutte Ouvrière *PTT 20 (Paris).

Lire

Le Secret du Roi

de Gilles Perrault



Avec *Le Secret du Roi*, Gilles Perrault change de pays et d'époque. Nous ne sommes plus au Maroc d'Hassan II ni pendant la Seconde Guerre mondiale, mais au XVIII[e] siècle. Il s'agit du service secret que le roi de France Louis XV mit en place pour traiter des affaires étrangères du royaume.

La "passion polonaise" est au cœur de ce livre très documenté et passablement touffu racontant les tentatives malheureuses de la monarchie française pour faire recouvrer son trône au roi déchu de Pologne, Stanislas Leszczynski, beau-père du roi, dont il avait été chassé par l'électeur de Saxe, Auguste II. Les ambitions russes, celles du roi de Suède et de l'empire d'Autriche étaient aux prises dans une série de guerres européennes. Celles du roi de France étaient de peu de poids, d'autant que la Pologne était loin, et qu'un outsider, le petit royaume de Prusse, sous la férule de Frédéric II, damait le pion à la toute-puissante Autriche, occupait la Silésie et convoitait à son tour la Pologne, devenue décidément le terrain de toutes les ambitions.

L'histoire européenne du XVIII[e] siècle est complexe et c'est un pari difficile d'en suivre les détours, surtout depuis Versailles, au travers des intrigues de la cour de Louis XV et de sa favorite, la Pompadour.

Mais au fil des pages, on découvre, non sans intérêt, la vie dans les grandes capitales européennes de l'époque, la Vienne calotine sous la très dévote Marie-Thérèse, Saint-Pétersbourg de Pierre le Grand à Catherine II, et bien sûr Potsdam à l'heure de Frédéric II.

Cela nous vaut un portrait assez haut en couleur et presque sympathique de Frédéric II et de son hôte Voltaire pour lesquels visiblement l'auteur s'est passionné. L'"Apollon du Nord" (Frédéric II n'aimait pas seulement les armes et les hommes, il se piquait aussi de littérature et de musique et se voulait le protecteur des arts) offrit un refuge doré au "Virgile moderne", Voltaire. Mais celui-ci ne quittait pas seulement Paris parce qu'il était pourchassé pour ses écrits : il arrivait à Potsdam, aussi, chargé d'une mission secrète, pour tenter de rapprocher les intérêts de la Prusse de ceux de la France.

Puis les conquêtes européennes et la Pologne passent au second rang des préoccupations du roi de France, car il a fort à faire dans ses terres américaines, indiennes et sur les mers, où l'Angleterre, la grande rivale, le talonne. C'est l'époque où Beaumarchais commence à faire ses premières armes, comme horloger à la cour de Versailles. Déjà se profile le deuxième tome de l'ouvrage, *La passion américaine*, à paraître prochainement.

Il arrive qu'on perde le fil de l'histoire, plutôt chaotique, qui dérive dans les histoires personnelles des ambitions des envoyés du service secret, les Broglie, les Conti et autres Tercier et chevalier d'Eon, mêlés aux intrigues de cour de Versailles à Saint-Pétersbourg. Mais pour peu qu'on joue le jeu du récit, où se mêlent bien sûr secrets et obscurités, il en ressort un certain tableau de l'Europe du XVIII[e] siècle et de ceux qui en ont dirigé les destinées.

Cécile BERNIER

Le Secret du Roi, *de Gilles Perrault. Ed. Fayard - 148 F.*

Voir

SCHTONK !

de Helmut Dietl

Ce film est tourné à la manière des grosses farces dont se délectent, paraît-il, les spectateurs allemands. Mais son intérêt est de retracer, sur un mode satirique, une escroquerie qui déclencha un retentissant scandale il y a dix ans.

Schtonk est un mot yiddish signifiant "puant" et que Charlie Chaplin répétait constamment dans sa parodie d'Hitler dans *Le dictateur*, un petit clin d'œil de l'auteur à un grand metteur en scène comique et une allusion à un personnage dont il est souvent question ici, Adolf Hitler.

Le film commence d'ailleurs en 1945 dans les ruines de Berlin, quelques instants après le suicide d'Hitler et d'Eva Braun, pour nous entraîner près de quarante ans plus tard dans le milieu des nostalgiques du III[e] Reich, dont quelques-uns sont assez riches pour acquérir à n'importe quel prix tout objet-souvenir de cette époque.

Et, comme dans la société capitaliste la demande crée bien vite l'offre, il y a évidemment un créneau possible pour la confection d'objets rien moins qu'authentiques, d'un nu d'Eva Braun prétendument peint de la main de son sinistre compagnon à une collection de petites cuillères à croix gammées.

Lorsqu'un journaliste plutôt nostalgique de cette époque (il a renfloué un bateau ayant appartenu à Goering) et en mal de reportage exclusif (le "scoop") rencontre un professionnel du faux, les ingrédients sont réunis conduisant à l'escroquerie des "faux carnets d'Hitler" que le magazine *Stern* négocia 30 millions de francs en 1983.

Plusieurs scènes déclenchent une hilarité méritée, comme cet expert qui se pâme devant un tableau qu'il explique avoir vu peindre par Hitler lui-même, alors que le spectateur vient d'assister à sa confection improvisée par le faussaire dans la séquence précédente...

Il faut entendre aussi les commentaires sur les (vrais) extraits du (faux) journal du dictateur. Le faussaire s'est inspiré de ses embarras gastriques et, à la lecture, le directeur du magazine trouve Hitler *"si vrai"*, *"si proche"*, *"un homme comme les autres"* !

Si la farce est parfois un peu grosse, ce film ne manque pas ses cibles : le milieu des riches collectionneurs nostalgiques de la croix gammée, l'âpreté au gain des responsables d'un grand magazine illustré et... la pseudo-compétence des experts. Bref, on en apprend de belles sur un monde "puant", en pouvant pour une fois en rire.

J. F.

LUTTE OUVRIERE

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIERE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 000 exemplaires. Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc-Mesnil - 48 65 32 75. Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....

PRENOM : .....

ADRESSE : .....

.....

CODE POSTAL et VILLE : .....

.....

COMPLEMENT D'ADRESSE : .....

.....

Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :

.....

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de : .....

Règlement :

- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

29-30-31 mai
Dans trois semaines
LA FÊTE

Dans trois semaines, les 29, 30 et 31 mai, tout le week-end de la Pentecôte, la fête de Lutte Ouvrière battra son plein à Presles, dans le Val-d'Oise. Nous savons déjà que ce vingt-troisième rendez-vous n'aura rien à envier à tous ceux qui l'ont précédé. Car la fête de Lutte ouvrière ce n'est pas seulement trois jours de spectacles et d'animation, des dizaines de débats ou d'expositions, des centaines de stands de spécialités gastronomiques diverses ou de multiples jeux. La fête c'est avant tout une ambiance de fraternité, de solidarité et de générosité, c'est des heures de joie et, bien sûr, la rencontre de milliers d'hommes et de femmes, jeunes et moins jeunes, qui pensent que les idées communistes ne sont pas mortes et que l'humanité est à même de construire un autre avenir que celui que le capitalisme lui réserve.

Nous ne sommes pas encore en mesure de dire tout ce que vous pourrez trouver à notre fête, mais nous vous en donnons là un petit aperçu.

A bientôt donc...

PRENEZ MAINTENANT VOTRE CARTE

La carte d'entrée coûte 60 F sur place pour les trois jours. Mais si vous vous la procurez à l'avance auprès de nos militants ou en écrivant à LUTTE OUVRIERE (BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18) vous ne la paierez que 40 F. Ne tardez pas !

20 % DE RÉDUCTION AVEC LES BONS D'ACHAT QUE VOUS ACHETEZ À L'AVANCE

Si vous achetez à l'avance, auprès de nos militants ou en nous écrivant, des bons d'achat vendus 8 F, ceux-ci vous donneront dans la fête un pouvoir d'achat de 10 F durant la fête. Alors contactez-nous.

CINÉMA PERMANENT

DES FILMS RÉCENTS ET DES REPRISES CÉLÈBRES

–*La crise* – Coline Serreau
– *Riens du tout* – Cédric Klapisch
– *La sentinelle* – A. Despleschin
– *Qui Ju, Une femme chinoise* – Zhang Yinou
– *Samba Traore* – Idrissa Ouadraogo
– *L'argent fait le bonheur* – Robert Guidiguiau
– *Beau fixe* – Christian Vincent
– *La joie de vivre* – Roger Guillot
– *Les enfants volés* – Gianni Amelio
– *Une vie indépendante* – Vitali Kaneski
– *Une étrangère parmi nous* – Sidney Lumet
– *Confession d'un barjo* – Jérôme Boivin
– *Le rendez-vous des quais* – Paul Carpita
– *Bob Roberts* – Tim Robbins

AUDIOVISUEL

"L'HOMME DANS L'UNIVERS", c'est le titre du diaporama en multivision, qui sera projeté en permanence pendant toute la fête. Si le temps le permet, il sera également projeté en plein air, sur écran géant, au Théâtre de Verdure, les samedi soir et dimanche soir.

ESPACE VIDÉO

Plusieurs dizaines de vidéos, concernant l'actualité politique récente ou passée, seront projetées à l'Espace Vidéo.

Quelques-unes d'entres elles seront présentées par leur réalisateur.

POUR VENIR À LA FÊTE

• DE PROVINCE

Des départs collectifs, en cars voire en trains spéciaux, seront programmés à partir de nombreuses villes. Voici une première liste de départs en cars spéciaux :

- **Orléans :** Samedi 29 mai à 8 h, gare SNCF d'Orléans (N 20).
- **Bourges :** Samedi 29 mai à 6 h, parking du Centre nautique.
- **Vierzon :** Samedi 29 mai à 6 h 30, face au lycée technique (N 20).
- **Le Mans :** Samedi 29 mai à 8 h 00, au jet d'eau place des Jacobins.
- **Limoges :** Samedi 29 mai à 4 h 30, parking du Parc des Expositions.
- **Nevers :** Samedi 29 mai à 6 h 30, parking de la gare routière.
- **Montargis :** Samedi 29 mai à 8 h, parking de la gare SNCF.
- **Clermont-Ferrand :** Samedi 29 mai à 7 h, gare routière.
- **Rouen :** Samedi 29 mai à 9 h, gare routière.
- **Lyon :** Samedi 29 mai à 5 h 30, place Bellecour côté Saône.
- **Grenoble :** Vendredi 28 mai à 23 h, gare routière (près gare SNCF).

• DE PARIS ET REGION PARISIENNE

La fête est accessible en voiture, bien sûr, mais aussi par le train depuis la Gare du Nord (descendre à la station Presles). Plus simple encore, une navette gratuite d'autocars est mise en place à partir de la Porte de la Chapelle durant les trois jours. Départ tous les quarts d'heure environ, et chaque heure durant la nuit du bal (aller et retour).

AFFICHES, ATTENTION

Comme chaque année, nous éditons pour cette fête des affiches que beaucoup de militants, de sympathisants, de lecteurs et d'amis collent dans les quartiers où ils habitent ou travaillent. Nous leur demandons instamment de respecter les interdictions d'afficher, comme nous les invitons à ne pas apposer d'affiches sur les panneaux des afficheurs publicitaires, qui sont payants...

Alors, cette fois encore, merci à tous ceux qui font ainsi connaître notre fête !

Avec un Podium Central, un Théâtre de Verdure, Jazz City, le Cabaret, la Guinguette et de nombreuses animations, la fête n'a pas fini de vous faire rire, chanter et danser.

Notre programmation n'est pas encore complètement confirmée, mais nous pouvons d'ores et déjà annoncer ceux qui seront à coup sûr parmi nous.

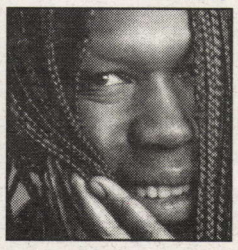
PROGRAMME DU PODIUM CENTRAL

SAMEDI

PICARD

18 heures
GINA ET L'ORCHESTRE
Rock réaliste

ARC



21 heures
GEOFFREY ORIEMA
Chanson africaine

DIMANCHE

14 heures
SARCLORET
Auteur compositeur

15 h
Allocution d'Arlette LAGUILLER
suivie de

ARC

PIERRE PERRET

18 h 45
MADEMOISELLE SWING QUARTET
Jazz style Django Reinhardt

21 heures
CHANSON PLUS BIFLUORÉE
Spectacle musical d'humour et de parodies

LUNDI

14 heures
NATHALIE DUPUY
Chanson française

15 h
Allocution d'Arlette LAGUILLER
suivie de
XAVIER LACOUTURE
Musiques, humour et énergie

18 heures
BENOIT BLUE BOY
Blues et cajun

DES CENTAINES DE STANDS AVEC DES SPÉCIALITÉS DE TOUTES LES RÉGIONS ET DE NOMBREUX PAYS.

PROGRAMME DU THÉATRE DE VERDURE

SAMEDI

CORDEPEAU
Folk Blues
Alain Clair
1793-1993 et après...

PATCHWORK
Musique du monde
Diaporama :
"L'homme dans l'Univers".

DIMANCHE

Christian MILLERET
Chanson Française

Fabien KACHEV
Sketches comiques et bruitages

NAG'AIRS
Chanson populaires de Bruant à Piaf et de Montehus à Arletty

COOL RUNNING
Reggae

LUNDI

KRASPET CIRCUS
Rythm'n blues Caraïbes
FRUTA BOMBA
salsa et Cumbia
LAURA BRAMS
Rock

DES DIZAINES DE DÉBATS AVEC DES MILITANTS DE DIVERS PAYS ET AUSSI AVEC DES PERSONNALITÉS, DES HISTORIENS, DES ÉCRIVAINS, DES SCIENTIFIQUES.

A JAZZ CITY DÉCOUVREZ LE JAZZ ET SES DIFFÉRENTS STYLES

A la Cité du Jazz, les amateurs de blues ou de jazz, du New Orleans au free jazz, pourront se procurer comme chaque année CD, disques vinyle, cassettes audio ou vidéo, brochures et livres. Le dimanche et le lundi matin, ils pourront déguster un délicieux "breakfast", servi en musique, accompagné de son "bœuf"... musical.

Sur scène, on pourra applaudir des groupes et des artistes représentatifs de la plupart des styles :

- blues : le groupe "Loose Blues" ;
- boogie woogie : Jean-Paul Millier ;
- jazz classique : le "Sextet Surprise" ;
- bebop : le groupe "Indigo" ;
- free jazz : la formation de Jef Sicard ;
- musique improvisée : le trio féminin "Zon".

Lutte Ouvrière – Directeur de publication : Michel Rodinson – Commission paritaire n°64-995